



LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I



LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE



© Press Trust of India

SÉISME AU
MAROC

PAGE 3

GÉOPOLITIQUE DE
L'INDE

PAGE 10

SOJA, SYMBOLE DE LA
PUISSANCE
BRÉSILIENNE

PAGE 27

L'Édito



LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI 2022-2023

Fondée à la rentrée 2020, l'Association du Master Relations Internationales (AMRI) est née sous l'impulsion des étudiants du master Histoire - Relations internationales de l'Université Catholique de Lille. Nous sommes donc honorés de vous présenter notre revue : Le coup d'œil de l'AMRI. Notre équipe, composée des étudiants du Master, souhaite vous partager son intérêt pour les grandes questions internationales. Cette revue se veut accessible à tous : aux étudiants comme aux amateurs.

Retrouvez-nous pour une mise en relief de l'actualité internationale, à travers plusieurs articles thématiques, pour ne rien rater des grands événements. Chaque revue portera sur de multiples sujets : enjeux sécuritaires, rivalités d'influence entre les grandes puissances, ainsi que géopolitique environnementale, culturelle ou économique. Nous vous proposons donc un tour d'horizon mondial allant de l'Asie aux Amériques, en passant par l'Europe, l'Afrique et les pôles.

Le dossier principal de cette revue examine la géopolitique de l'Inde en passant à la fois par une approche politique (intérieure et étrangère), mais aussi économique en abordant la question spatiale et enfin une approche culturelle ainsi que sociétale.

Cette édition est l'occasion de vous faire découvrir une partie des travaux de recherche de certains étudiants du Master aux thématiques très variées.

Nous souhaitons rappeler que les opinions émises dans ces articles n'engagent en rien la responsabilité de l'Université Catholique de Lille (UCL) et de l'AMRI. Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets.

Au nom de l'ensemble de l'équipe de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

Rédactrices en chef

JULIETTE GRIBOVALLE ET LILIE LENOIR

S O M M A I R E

3 SÉISME AU MAROC : AIDE HUMANITAIRE ET RELATIONS FRANCO-MAROCAINES. QUE RÉVÈLE CETTE CATASTROPHE NATURELLE DE LA DÉGRADATION DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS

Léa Bauchemin

7 L'ÉBAUCHE D'UN RAPPROCHEMENT DIPLOMATIQUE ISRAËLO-LYBIEN : RENCONTRE FORTUITE POUR L'UN, RÉUNION PLANIFIÉE POUR L'AUTRE, QUELLE STRATÉGIE POUR UNE LIBYE SOUS SANCTION ?

Sarah Kouarta

10 DOSSIER : LA GÉOPOLITIQUE DE L'INDE : UN COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE ?

Zaccari Guion Firmin, Robin Yah, Alexandre Delattre, Louis Morançais

27 LE SOJA COMME SYMBOLE DE LA PUISSANCE BRÉSILIENNE : COMMENT LA LÉGUMINEUSE A-T-ELLE REMODELÉ LE PAYSAGE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DU PAYS ?

Briag Verre

30 L'ADHÉSION DE L'ARGENTINE AU SEIN DES BRICS : LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE UN MOYEN DE LUTTER CONTRE LA CRISE ÉCONOMIQUE ?

Angèle Canaguier

33 L'EXPLORATION SPATIALE SOUMISE AUX DÉFIS DE SON PROPRE SUCCÈS

Nicolas Poussin

38 BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

41 REMERCIEMENTS



Image n°1: Une femme dans les décombres d'une rue de Marrakech © AFP - Fadel Senna

“It was a terrifying night. We spent the night in the street by fear of a repeat of the earthquake, but thanks God we are all fine” me confiait une amie marocaine vivant à Chichaoua après le tremblement de terre qui ébranla le pays. C’est dans la nuit du 8 au 9 septembre 2023, qu’un séisme puissant se déclencha dans l’ouest du Maroc. De magnitude 6,8, celui-ci secoua plusieurs grandes villes du pays telles que Marrakech, Agadir, ou bien encore Rabat. Au-delà de ces grandes villes, c’est environ 7000 douars, ces villages reculés présents en grand nombre au Maroc, qui ont été touchés.

Entre infrastructures détruites et bilan humain important, le pays s’est retrouvé dans une situation difficile. On porte aujourd’hui le nombre de décès à quasiment 3000 personnes et on décompte plus de 5 500 blessés (UNICEF, 2023). C’est aujourd’hui ce qui rend indispensable l’intervention humanitaire de puissances étrangères, pour assister le pays meurtri dans sa reconstruction tant matérielle qu’humaine. Les offres de pays ont abondé, mais peu ont obtenu une issue positive, essuyant donc le refus du roi du Maroc, Mohamed VI. Parmi les pays qui se sont retrouvés écartés : la France. Partenaire diplomatique de longue date du Maroc, les relations entre les deux pays se sont progressivement dégradées.

C’est pourquoi nous allons chercher à analyser la manière dont la gestion de la crise humanitaire que subit actuellement le Maroc, suite au séisme qui l’a touché, se relie à son contexte géopolitique et diplomatique. À cet effet, nous nous pencherons plus particulièrement sur les relations franco-marocaines.

UNE CATASTROPHE NATURELLE QUI A DÉCLENCHÉ UN VIF MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE.

Depuis plusieurs siècles, l’aide humanitaire apparaît comme un réflexe pour les grandes puissances. Découlant d’un mécanisme de réponse aux crises, relié à la philanthropie terme signifiant littéralement « amour de l’homme », l’action humanitaire se présente avant tout comme une réaction désintéressée. La crise, mouvement de suspension dans le quotidien, apparaît comme un moment de rupture, exigeant une réponse immédiate et au-delà de toutes considérations politiques. Ainsi, l’action humanitaire pourrait se définir comme une action qui « vise à sauver et préserver la vie et la dignité de personnes victimes d’un conflit ou d’une catastrophe » (Le Coconnier, 2012).

Pourtant, dans l'observation des faits, il est difficile de ne pas voir un lien ténu se tisser entre aide humanitaire et démarche politique, diplomatique. Le secteur de l'humanitaire s'inscrit en effet dans « un contexte de politique internationale et de rivalités entre les acteurs » (Mondésir, Beckmann, 2016). C'est pourquoi on a pu remarquer, suite à la crise qu'affronte actuellement le Maroc, l'émergence d'acteurs internationaux qui essaient de se frayer un chemin dans le pays sous couvert d'aide humanitaire. Le fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a par exemple publié un communiqué démontrant son implication dans la crise et l'aide qu'il apporte actuellement au pays, avec des troupes déjà sur place, sans oublier de rappeler sa présence historique dans le pays et les progrès qu'il a provoqué. Dans cette optique, on observe une tension inhérente à l'aide humanitaire. En effet, « les efforts humanitaires sont menacés par la concurrence régionale entre donateurs traditionnels et nouveaux mécènes (par exemple au Moyen-Orient) et par la capacité des organisations internationales à rester pertinentes et fidèles aux principes humanitaires » (De Lauri, 2020). C'est peut-être pour cela que l'on observe une réaction de prudence de la part du roi du Maroc, Mohamed VI, concernant l'acceptation des propositions d'aide humanitaire. Le royaume du Maroc n'a pour l'instant accepté de l'aide venant que de cinq pays : Royaume-Uni, Espagne, Qatar, Emirats arabes unis et Tunisie. Selon un communiqué du ministère de l'intérieur marocain, ces propositions ont été acceptées à la suite d'« une évaluation minutieuse des besoins sur le terrain et en tenant compte du fait qu'une absence de coordination pourrait être contre-productive ».

LE REFUS DE L'AIDE HUMANITAIRE GOUVERNEMENTALE FRANÇAISE: UN INDICATEUR SUR L'ÉTAT DES RELATIONS FRANCO-MAROCAINES ?

Dans ces circonstances, on peut percevoir l'absence de réponse du gouvernement marocain à la proposition d'aide humanitaire française comme un message fort. La « diplomatie des séismes » révèle soit des résolutions de contentieux politiques entre pays, soit les renforce.

Ici, les relations franco-marocaines qui pâtiennent depuis quelque temps d'une dégradation notable, malgré un semblant de cordialité subsistant (comme peut le démontrer l'entretien téléphonique du 9 septembre 2023 entre le président français et le roi marocain), sont mises à mal.



Image n°2: Mohammed VI et Emmanuel Macron à l'Elysée en 2018
© Ludovic Marin/AFP.

Plusieurs analystes et historiens ont réagi face au refus marocain d'obtenir de l'aide de la part du gouvernement français. Pour Kader Abderrahim, français directeur de recherches à l'Institut de Prospective et de Sécurité en Europe, cet événement montre qu'une nouvelle géopolitique est en train d'émerger. Plusieurs facteurs ont selon lui conduit à un climat de tension entre les deux puissances. Que cela soit le scandale du logiciel espion Pegasus, ou bien la question de la diminution du nombre de visas français accordés aux citoyens marocains, plusieurs événements sont venus troubler le partenariat et les relations historiques entre les deux pays. La question de la reconnaissance du Sahara occidental comme appartenant au Maroc et non pas à l'Algérie est aussi un important sujet de crispation entre la France et le Maroc. La France se veut pourtant rassurante quant au lien existant entre les deux pays. Le site de France Diplomatie insiste par exemple sur le fait que les relations bilatérales sont « traditionnellement excellentes » et « marquées par un dialogue dense et régulier depuis le milieu des années 1990 ». Il n'en demeure pas moins que le choix très restrictif du Maroc dans ses partenaires pour l'aide humanitaire révèle une ambition : celle de ne pas nécessairement se tourner vers ses partenaires historiques, et de privilégier ceux qui entrent dans son giron. Et c'est bien là que l'on se rend compte d'un délitement dans les relations franco-marocaines, ici mis en avant par la gestion de la crise humanitaire par le Maroc après le séisme qui l'a touché.

UNE CATASTROPHE NATURELLE QUI ACHÈVE D'ÉCARTER L'ACTEUR GOUVERNEMENTAL FRANÇAIS AU PROFIT DE NOUVELLES ALLIANCES ?

L'échiquier politique semble donc voir ses pions redistribués autour du Maroc. Le séisme semble avoir mis en exergue les orientations de la politique étrangère marocaine, ses ambitions à plus long terme. À travers ses récentes décisions, «le Maroc veut montrer qu'il est souverain, capable de piloter les secours, et de ne pas se comporter comme un pauvre pays meurtri que tout le monde vient charitablement secourir » (Brunel, 2023). On l'observe à travers les pays desquels il a accepté l'aide humanitaire. Kader Abderrahim, interviewé à l'occasion d'une émission de France Culture, expliquait de cette façon le choix du gouvernement marocain : « la Grande-Bretagne, car c'est probablement le pays avec lequel le Maroc a le plus ancien traité diplomatique. Ensuite, l'Espagne qui s'est alignée sur la position marocaine au sujet du Sahara occidental.

Il y a également le Qatar et les Émirats arabes unis, qui pourront sans doute apporter des financements ». Dans la gestion de cette crise humanitaire, on observe donc que le côté politique prend le pas sur le côté humain. Les alliances sont soigneusement choisies par le roi Mohamed VI pour coller avec ses visées internationales. Pour Aziz Chahir, docteur en sciences politiques et enseignant-chercheur à Salé, au Maroc : « Le Maroc veut ménager ses alliés dans la région, d'autant que ses relations avec les riches Émirats se sont considérablement réchauffées ces dernières années. Les intérêts agricoles et dans les énergies renouvelables des Émirats sont de plus en plus forts dans le sud du Maroc ».

Ainsi, véritablement, on observe dans la gestion politique de cette catastrophe naturelle par le Maroc le renforcement de nouvelles alliances d'une part et d'autre part une certaine rupture d'alliances anciennes. C'est bien ce qu'illustre la décision de Mohamed VI de refuser l'aide humanitaire française, écartant alors l'acteur gouvernemental français de son partenaire de longue date. Le séisme a sûrement catalysé et mis en exergue un nouvel échiquier géopolitique autour du Maroc.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

LE COCONNIER, Marie-Laure (2012) : *L'action humanitaire* : Presses universitaires de France, p.3

Articles scientifiques

De Lauri, A. (2020). *La diplomatie humanitaire*. CMI - Chr. Michelsen Institute. <https://www.cmi.no/publications/7238-la-diplomatie-humanitaire>

(2021). Retour géopolitique sur la situation postcoloniale et l'histoire coloniale de l'Algérie et du Maroc. *Hérodote*, 180, 180-202. <https://doi-org.ezproxy.univ-catholille.fr/10.3917/her.180.0180>

Travail scientifique étudiant

Mondésir, L. Beckmann, M. (2016). Géopolitique de l'humanitaire français, « Géopolitique de la générosité ». *Université Paris I Panthéon Sorbonne*, M.R.I.A.E, ss la direction de Pierre Verluise. https://www.diploweb.com/IMG/pdf/v2_exposes_mriae.pdf#page=51

Articles de presse

König, B. (2023, 11 septembre). Pour le roi du Maroc, l'aide humanitaire passera après la politique. L'Humanité. <https://www.humanite.fr/monde/aide-humanitaire/pour-le-roi-du-maroc-laide-humanitaire-passera-apres-la-politique>

Hutton, M. (2023, 15 septembre). Séisme au Maroc : pourquoi Rabat n'accepte pas toute l'aide étrangère ? TV5MONDE - Informations. <https://information.tv5monde.com/afrique/seisme-au-maroc-pourquoi-rabat-naccepte-pas-toute-laide-etrangere-2667387>

Semo, M. (2023, 11 septembre). La « diplomatie des séismes » va-t-elle réconcilier le Maroc avec la France ? Challenges. https://www.challenges.fr/monde/la-diplomatie-des-seismes-va-t-elle-reconcilier-le-maroc-avec-la-france_866974

Au Maroc, la « diplomatie des séismes » s'active. (2023, 11 septembre). France Culture. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-revue-de-presse-internationale/la-revue-de-presse-internationale-emission-du-lundi-11-septembre-2023-5898966>

Chaudier, J. (2023, 13 septembre). Séisme au Maroc : comment le royaume choisit quels pays lui apportent de l'aide | Slate.fr. <https://www.slate.fr/story/253008/seisme-maroc-comment-choisi-aide-internationale-secours-pays-etats-golfe-strategie-geopolitique>

Pages internet

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (s. d.). Relations bilatérales. France Diplomatie - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/maroc/relations-bilaterales/>

Hajj, P. (2023, 14 septembre). Séisme au Maroc - UNICEF. UNICEF. <https://www.unicef.fr/article/urgence-seisme-au-maroc-nos-equipes-mobilisees/>

Podcast

Diplomatie, pouvoir du roi : ce que le séisme révèle du régime marocain. (2023, 12 septembre). France Culture. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/france-culture-va-plus-loin-l-invite-e-des-matins/diplomatie-pouvoir-du-roi-ce-que-le-seisme-revele-du-regime-marocain-9378540>



L'ÉBAUCHE D'UN RAPPROCHEMENT DIPLOMATIQUE ISRAËLO-LYBIEN : RENCONTRE FORTUITE POUR L'UN, RÉUNION PLANIFIÉE POUR L'AUTRE, QUELLE STRATÉGIE POUR UNE LIBYE SOUS SANCTION ?



RÉDIGÉ PAR SARAH KOUARTA



Image n°3: Manifestant Libyen brûlant des images de la ministre avec le drapeau israélien, 27 août 2023. © Associated Press News / Yousef Murad

Au lendemain d'une catastrophe naturelle frappant la Libye, un journaliste libyen apparaît en larmes sur les chaînes de télévision du pays indiquant : "le monde nous a abandonnés". La tempête Daniel qui ravage la Libye s'apparente comme un dernier coup de massue succédant à un florilège de catastrophes politico-économiques pour les Libyens. Mis sous sanctions, il est difficile pour le peuple de croire à un meilleur avenir. Et pourtant, par le biais de la diplomatie, des débuts stratégiques semblent voir le jour, notamment via la rencontre avec l'ex-ministre des Affaires étrangères libyenne : Najla Al Mangoush et son homologue israélien : Eli Cohen.

La structure de cet article prendra forme d'une analyse en entonnoir dans laquelle un bref rappel sera nécessaire afin de voir ce qui a mené le pays à devenir un État failli. Enfin, exit les propos introductifs, il s'agira d'observer comment toutes les dynamiques évoquées précédemment, ont mené à une situation inacceptable pour l'opinion publique libyenne : une esquisse de rapprochement avec l'entité sionniste.

LA LIBYE ET DES CONDITIONS INTERNES SOUMISES AUX RIVALITÉS POLITIQUES :

Il a toujours été difficile pour la Libye d'acquérir les instruments fonctionnels nécessaires au bon fonctionnement de l'acteur étatique. Depuis les Printemps Arabes et la chute de Mouammar Kadhafi, des luttes politico-militaires ont lieu entre des partis soutenus par la communauté internationale (Gouvernement d'Union Nationale dit : GNA) , d'autres provenant de milices de l'armée nationale de libération (dit ANL et proches de l'ancienne armée de Kadhafi) mais il y a également les groupes terroristes liés au djihad précisément avec Al Qaïda. Néanmoins se dégagent ici deux gouvernements rivaux, celui du commandant Haftar (ANL) et Fayez Al Sarraj (GNA) qui sont les deux entités puissantes (il est important de ne pas omettre d'indiquer que les petites milices locales, composées de tribus arabes ou encore Touareg existent dans l'échiquier militaire).

À force de tensions et de périodes d'accords se succédants, le pays doit faire face à une problématique qui nourrit d'autres États faillis dans la région : les ingérences extérieures.

Les deux hommes politiques sont chacun soutenus par des forces régionales et internationales¹ que cela soit l'Egypte, la Turquie ou encore la Russie... Au travers de l'exercice de la force, le pays est séparé avec à l'est le GNA et à l'ouest l'ANL. Ici, l'opinion publique demeure comme engloutie au milieu d'un chaos politique perpétuel et d'une catastrophe économique soumise au gré des prolongements des sanctions de la part de la communauté internationale.

ISRAËL, UNE FAUSSE BONNE IDÉE ?

Au dimanche 27 août 2023, le ministère des affaires étrangères Libyen s'efforçait d'expliquer que la rencontre entre Najla Al Mangoush et Eli Cohen était fortuite, inopinée, en tout cas nullement organisée. L'objectif était d'anesthésier les ripostes opérées par la population. Clameurs, calcination du drapeau israélien, d'image de la ministre, le message était clair : aucune normalisation n'est tolérée. Les manifestants ont tenté de faire irruption dans la maison du premier ministre, au ministère des affaires étrangères, les principales routes étaient coupées, de sorte à créer une petite paralysie du pays.

La gestion de crise du côté israélien n'a pas permis d'apaiser la situation. En effet, le ministère des affaires étrangères israélien lui-même dément la théorie d'une rencontre fortuite en expliquant qu'elle fut "décidée au plus haut niveau". Ce qui a été souhaitable de faire passer sous le prisme de la désorganisation se voit démenti, et même pour des sources panarabes comme le journal Al-Arabiya, la thèse du coup diplomatique n'est pas écartée. Washington n'a pas hésité à pointer du doigt les prises de paroles du ministère israélien indiquant que ce fut inutile en plus de ne pas participer à un apaisement de la situation.

En dehors du scandale diplomatique ébranlant les opinions publiques et politiques (puisque la ministre libyenne fut limogée), quels intérêts pour la Libye d'opérer un rapprochement avec l'État Hébreu ?

Même si aucun plan n'a été élaboré, il est fortement probable que Tripoli puisse voir en Tel Aviv la clé d'une porte d'entrée menant à une normalisation progressive avec l'Occident. Ainsi, pour amener le pays à une situation stable mais surtout à de meilleures relations avec les puissances internationales, le coup diplomatique pourrait s'apparenter comme le prix à payer pour la Libye.

La seconde raison pourrait être purement sécuritaire. Comme il a été expliqué dans les propos introductifs, la Libye connaît un rapport de force conflictuel entre deux entités (GNA et ANL). En effet, pour le camp Haftar (ANL), plusieurs sources rapportent que le fils du commandant se serait rendu en Israël dans l'objectif d'une officialisation des relations. Par conséquent, l'ébauche d'un travail diplomatique n'est pas nouveau et ne se résume donc pas à l'ex- ministre Al Mangoush. L'intérêt pour les représentants d'un chef d'armée demeure dans l'acquisition d'une assistance militaire sur le terrain et d'une reconnaissance pour l'ANL (sans oublier que la communauté internationale se tient au côté du GNA). Enfin, ce projet de normalisation avec l'État hébreux reste une affaire à suivre, d'autant que le sujet risque certainement de revoir le jour avec les propositions des candidats aux prochaines élections présidentielles libyennes.

1 Les Emirats arabes unis, la Jordanie, L'Arabie Saoudite et la Russie se tiennent du côté de l'ANL. Tandis que la Turquie se pose au côté du GNA pour sa proximité avec les Frères musulmans. Pour l'Europe, elle se tient officiellement au côté du GNA mais parmi les Etats-membres, certains craignent l'influence des Frères musulmans opérant donc un revirement vers l'ANL. C'est le cas de la France. (Luizard, 2022)

2 Article du 28 Août 2023 publié dans le journal émirati et panarabe "Al Arabiya" « إسرائيل تعمق ورطة وزيرة خارجية ليبيا ».. لم يكن صدفة (2023, août 28). العربية.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrage :

Luizard, P.-J. (2022). *Les racines du chaos : Irak, Syrie, Liban, Yémen, Libye : cinq États arabes en faillite*. Tallandier.

Article de Presse :

En Libye, le gouvernement Dbeibah a-t-il voulu se rapprocher d'Israël ? (s. d.). Courrier international. Consulté 16 septembre 2023, à l'adresse <https://www.courrierinternational.com/article/diplomatie-en-libye-le-gouvernement-dbeibah-a-t-il-voulu-se-rapprocher-d-israel>

Lazar Berman. (s. d.). *Libya fires its FM amid furor over her unprecedented meet with Israeli counterpart*. Times Of Israel. Consulté 16 septembre 2023, à l'adresse <https://www.timesofisrael.com/libya-fires-foreign-minister-amid-backlash-over-meeting-with-israeli-counterpart/>

Libye : L'avion de Haftar « a atterri en Israël » pour une visite de deux heures. (s. d.). Middle East Eye édition française. Consulté 16 septembre 2023, à l'adresse <https://www.middleeasteye.net/fr/actu-et-enquetes/libye-haftar-israel-normalisation-avion-telaviv>

ليبيا : لم يكن صدفة «.. إسرائيل تعمق ورطة وزيرة خارجية ليبيا (2023, août 28). Al Arabiya. <https://www.alarabiya.net/north-africa/2023/08/28/-%D9%84%D9%85-%D9%8A%D9%83%D9%86-%D8%B5%D8%AF%D9%81%D8%A9-%D8%A7%D8%B3%D8%B1%D8%A7%D8%A6%D9%8A%D9%84-%D8%AA%D8%B9%D9%85%D9%91%D9%82-%D9%88%D8%B1%D8%B7%D8%A9-%D9%88%D8%B2%D9%8A%D8%B1%D8%A9-%D8%AE%D8%A7%D8%B1%D8%AC%D9%8A%D8%A9-%D9%84%D9%8A%D8%A8%D9%8A%D8%A7>

DOSSIER

GÉOPOLITIQUE DE L'INDE: UN COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE ?

SOMMAIRE

19 INTRODUCTION

Zaccari Guion Firmin

21 D'UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE NON-ALIGNEMENT, À DES CONFLITS METTANT EN JEU SA SOUVERAINETÉ : LA PLACE DE L'INDE DANS LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE.

Robin Yah

24 D'UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE SANS PRÉCÉDENT À LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'INDE DANS LE SPATIAL : LES NOUVEAUX DÉFIS DE CE COLOSSE

Alexandre Delattre

29 L'ESSOR DU *SOFT POWER* INDIEN À TRAVERS LE MONDE CEPENDANT ATTÉNUÉ PAR DES TROUBLES SOCIÉTAUX INTERNES.

Louis Morançais

35 CONCLUSION

Zaccari Guion Firmin





Introduction

RÉDIGÉE PAR ZACCARI GUION FIRMIN

Le 13 et 14 juillet dernier, le Premier ministre indien, Narendra Modi, était l'invité d'honneur de la fête nationale française. La venue du dirigeant indien été organisée pour célébrer les vingt-cinq ans du partenariat stratégique entre les deux pays qui a été mis en place à l'époque par Jacques Chirac. Durant cette visite, l'Inde a donné son accord de principe, pour l'achat à la France de 26 avions de chasse Rafale, en version Marine - pour porte-avions -, et de trois sous-marins Scorpène. Le ministère de la Défense indien a ensuite déclaré dans un communiqué que les propositions d'achats ont été approuvées n'omettant pas de dire que les prix et d'autres conditions devaient encore être négociés avec le gouvernement français. Cette visite a mis en lumière les efforts de l'Inde pour renforcer ses relations bilatérales avec les grandes puissances mondiales, notamment la France, dans le but de favoriser la coopération économique et militaire. L'Inde montre une réelle volonté de diversifier ses partenariats. Le Premier ministre indien était d'ailleurs, quelques semaines auparavant de venir en France, aux États-Unis dans une offensive de "charme" d'après divers médias. L'Inde est le premier importateur d'armes au monde selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm avec la Russie, la France et les États-Unis comme premiers fournisseurs. La France comme les États-Unis n'hésitent pas à faire passer la question des droits humains derrière les considérations géopolitiques. L'Inde est pour ces deux pays un parfait allié pour se développer dans la région de l'Indopacifique mais est aussi un vrai rempart contre la puissance chinoise. En effet, les deux pays « déroulent le tapis rouge » à Narendra Modi. Il faut dire que l'Inde est un pays émergent qui ne fait que de gagner en puissance ces dernières années et qui a beaucoup d'arguments pour peser dans la géopolitique mondiale.

L'Inde a également connu une transformation majeure grâce à sa révolution verte qui s'est déroulée dans les années 1960. Cette dernière qualifiable de réforme agricole vise à accroître la productivité et la durabilité du secteur agricole, qui sont essentielles pour une nation où une grande partie de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance. Cette réforme est un exemple de la manière dont l'Inde tente de moderniser son économie pour soutenir sa croissance rapide et devenir un acteur économique de premier plan.

Cette révolution se caractérisait à l'époque par un ensemble d'innovations agricoles. Cela se distinguait par l'introduction de nouvelles variétés de céréales, des aménagements hydrauliques pour développer l'irrigation ou encore des engrais chimiques et traitements antiparasitaires. Pour permettre de faire remonter l'emploi rural, la mécanisation n'a pas été introduite dans le pays.

Au départ, la révolution verte a eu des effets économiques très positifs pour le pays. Elle a permis la progression et la régularisation des rendements (ceux du blé ont triplé et ceux du riz doublé). La production de grains a été multipliée par 4 en 50 ans, durant la même période, la population a triplé. Cette période n'a fait qu'enrichir les plus riches du pays quand les pauvres sont devenus un peu moins pauvres. Cependant, cette révolution verte a eu des conséquences environnementales indéniables. Les nappes phréatiques se sont appauvries considérablement, la qualité des sols ainsi que de l'eau ont été endommagés par les produits chimiques utilisés.

Pour essayer de régler ce souci majeur, la deuxième révolution verte a été lancée en 1994. Elle tente de concilier l'augmentation des rendements et la protection de l'environnement. Pour cela, elle privilégie cette fois-ci le développement sur le long terme contrairement à l'augmentation des productions fulgurantes qu'avait connue la première révolution verte. Cependant, la seconde révolution verte signifie pour beaucoup le développement de l'*agrobusiness*, des engrais chimiques ou des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM). En Inde, les effets négatifs sur la santé et sur l'environnement de ces deux révolutions vertes sont considérables. Même si la production augmente, beaucoup d'Indiens restent encore sous-alimentés.

Avec le temps, l'Inde se diversifie de plus en plus dans sa production. Dans son économie, l'agriculture occupe toujours une place très importante et emploie une grande partie de la population. Le pays possède aussi de nombreuses industries que ce soit dans la fabrication traditionnelle à la haute technologie. Le pays se tourne également sur l'acier, en rachetant des bateaux qui ne sont plus en état de naviguer, notamment dans la ville d'Alang, qui est une ville côtière de la région de l'État du Gujarat et qui est connue pour ses chantiers de démolition navale. Cette industrie est constamment sous la menace des fluctuations du marché de l'acier mais il est bon de noter que le recyclage et la vente d'acier est l'un des moteurs de l'économie Indienne.

Enfin, l'Inde se développe de plus en plus dans l'économie des services. C'est d'ailleurs le leader mondial dans l'exportation des services informatiques. Beaucoup de médias et de spécialistes surnomment l'Inde comme « le bureau du monde » quant à l'inverse la Chine est surnommée « l'Atelier du monde ».

Au niveau socio-économique, l'Inde est confrontée à de profondes inégalités. Il y a des écarts de richesse significatifs entre les régions, les classes sociales et les groupes ethniques. En général, les zones rurales sont moins développées que les zones urbaines et la pauvreté persiste dans de nombreuses régions. Par exemple, les grandes villes comme Mumbai, Delhi ou encore Kolkata sont très développées et sont des pôles économiques importants alors que subsiste des espaces ruraux très fragmentés où il y est difficile d'avoir accès au soin ou à l'éducation.

Enfin, le pays d'Asie du Sud est qualifiable d'un géant sur plusieurs points. En effet, le pays est passé en avril 2023, devant la Chine en nombre d'habitants. Ce qui octroie au pays le titre de « géant démographique ». La population est d'environ 1,417 milliards d'habitants et devrait continuer de croître jusqu'en 2060 pour atteindre 1,7 milliards d'habitants. Le sous-continent compte plus d'habitants que l'Europe entière ou les Amériques. C'est un pays qui est très jeune, 40% de la population à moins de 25 ans et l'âge médian du pays est de 28 ans. La superficie du pays est de 3 287 469 km² et la densité est de 431,31 habitants/km². Ce chiffre n'est pas forcément représentatif car par exemple la ville du Mumbai compte environ 20 000 habitants/km². Et d'autres ruralités sont très peu peuplées. Tout cela entraîne des défis en matière de gestion des ressources, de développement urbain et de réduction des inégalités.

L'Inde est également confrontée à des conflits persistants avec ses voisins ainsi que des instabilités frontalières. Les contentieux territoriaux avec le Pakistan et la Chine demeurent des L'Inde est également confrontée à des conflits persistants avec ses voisins et des instabilités frontalières. Les contentieux territoriaux avec le Pakistan et la Chine demeurent des préoccupations majeures, et la région du Cachemire reste une source de tension continue. La gestion de ces conflits tout en préservant une politique étrangère axée sur la coopération et le développement régional est un défi délicat pour le leadership indien.

Afin de mieux comprendre tous les enjeux auxquels l'Inde est confrontée, nous répondrons à la problématique suivante : **Dans quelle mesure le géant indien s'est-il développé au travers d'une politique de non-alignement, devenant alors une puissance régionale et internationale tendant à surpasser son concurrent chinois alors même que subsiste des fragilités externes et internes le reléguant à une situation de "colosse aux pieds d'argile" ?**

La réponse à cette problématique se fera en trois parties. Premièrement, il sera question de traiter de la politique intérieure mais aussi internationale du pays en évoquant la politique de non-alignement ou encore les conflits avec les États voisins. Il sera ensuite nécessaire d'aborder la question économique du pays plus en profondeur, en développant le système économique indien ou encore le développement du domaine spatial. Enfin, il sera évoqué la politique culturelle et sociétale du pays en ciblant par exemple le cas de l'industrie cinématographique de Bollywood.



D'une politique étrangère de non-alignement, à des conflits mettant en jeu sa souveraineté : la place de l'Inde dans la géopolitique mondiale

RÉDIGÉ PAR ROBIN YAHY



Image n°5: Les dirigeants et représentants de Etats des BRICS lors du sommet ayant eu lieu à Johannesburg en août 2023 © Gianluigi Guercia/AP

La politique étrangère de l'Inde est sans pareil dans la diplomatie des grandes puissances internationales. Depuis l'indépendance du pays en 1947, New Delhi à toujours maintenu une stratégie de non-alignement et a tout fait pour garder une autonomie stratégique. Par conséquent, de quelle manière l'Inde a réussi à préserver sa souveraineté en matière de politique étrangère malgré les dynamiques géopolitiques actuelles ?

DE LA NAISSANCE DE LA NATION INDIENNE AU DÉVELOPPEMENT DE CONFLITS RÉGIONAUX

Lorsque l'Inde accède à l'indépendance en 1947, le monde s'apprête à rentrer dans la guerre froide. La majeure partie des pays du globe devront alors choisir un camp : les États-Unis et le capitalisme ou l'URSS et le communisme. L'Inde fera le choix de ne rejoindre aucun des deux camps et revendiquera le rôle de leader des pays non-alignés. Le 15 août 1947, Jawaharlal Nehru, l'un des principaux artisans de l'indépendance, déclare la création de la nation indienne et devient Premier ministre le jour même.

Durant ses dix-sept années de mandat, il pratiquera une politique étrangère habile durant laquelle New Delhi entretiendra des rapports cordiaux avec les deux superpuissances mondiales de l'époque. Preuve de ce double jeu, l'Inde recevra l'aide des États-Unis pendant la guerre sino-indienne de 1962 et une dizaine d'années plus tard, c'est l'URSS qui viendra en aide à l'armée indienne pendant la guerre d'indépendance du Bangladesh.

La jeune nation indienne devra faire face à différents conflits de son indépendance jusqu'aux années 1970. Elle réussira néanmoins à conserver son indépendance stratégique. Lors de la décolonisation, la partition de l'ancienne colonie britannique en deux entités, l'Inde à majorité hindoue et le Pakistan à majorité musulmane entraînera de graves troubles entre les deux nouvelles nations. Cette division provoquera le déplacement de millions de personnes, les musulmans indiens allant vers le Pakistan et les hindous pakistanais vers l'Inde. Ces mouvements de populations créèrent de vives tensions et de nombreux affrontements eurent lieu entre les deux communautés. Mais c'est le différend territorial du Cachemire, région se situant en nord-ouest de l'Inde, qui fera entrer les deux pays en guerre.

Ce conflit débouchera sur une partition du territoire du Cachemire imposée par l'ONU qui alimente, encore aujourd'hui, des tensions aux frontières. Depuis cette première guerre indo-pakistanaise, trois autres conflits successivement en 1965, 1971 et 1999 sont venus ternir les relations entre Islamabad et New Delhi.

Cependant, le Pakistan n'est pas le seul voisin embarrassant pour l'Inde. La Chine et l'Inde ont également eu des différends territoriaux concernant la région de l'Aksai Chin, située dans le nord-ouest du plateau tibétain. Ces tensions territoriales mèneront à un conflit armé en 1962. Malgré le support matériel des Américains apporté à l'armée indienne, l'armée chinoise écrasera son opposant indien. Cette défaite restera comme une humiliation perçue pour toute la nation indienne. La Chine et le Pakistan se sont d'ailleurs rapprochés ces dernières années, ce qui inquiète grandement l'Inde qui veut éviter un encerclement entre ses deux plus grands ennemis.



Carte n°1: Zones de tensions sino-indiennes aux frontières de l'Inde
© Ouest-France

C'est en grande partie à cause de ses relations tumultueuses avec ses voisins que la politique étrangère indienne appliquera, et ce encore de nos jours, la théorie du Mandala. Cette théorie provient d'un essai de sciences politiques datant du 4ème siècle avant Jésus Christ : L'anthashatra. L'auteur de cet ouvrage se nomme Kautilya et certains chercheurs considèrent cet essai comme « L'art de la guerre indien ». La théorie du Mandala consiste à considérer son voisin comme un ennemi et le voisin de son voisin comme un allié. Les relations indo-chinoises et indo-pakistanaises illustrent bien ce propos. Les autres voisins de l'Inde, le Bangladesh, le Bhoutan, le Népal et la Birmanie sont perçus comme trop faibles pour être de véritables rivaux.

Les autres voisins de l'Inde, le Bangladesh, le Bhoutan, le Népal et la Birmanie sont perçus comme trop faibles pour être de véritables rivaux. Le passé tumultueux de L'Inde légitime son souhait de construire un espace sécuritaire par rapport à ses voisins mais aussi par rapport à l'est asiatique et le Moyen-Orient. Pour assurer son indépendance stratégique et sécuritaire, l'Inde se fournira très largement en armement russe. Les deux pays signeront même un traité d'amitié et de coopération en août 1971. Au fil des années, New Delhi a pu trouver en Moscou un partenaire dans le domaine militaire et stratégique.

LE DÉVELOPPEMENT DES FORCES MILITAIRES INDIENNES SOUS FOND DE PARTENARIATS DIVERSIFIÉS

Au 21ème siècle, devant la croissance exceptionnelle de la Chine et par conséquent, son influence grandissante, le gouvernement indien verra la puissance russe comme un intermédiaire à la puissance chinoise. Mais ce partenariat a entraîné une dépendance aux livraisons d'armements russes et l'Inde a opéré une diversification de ses importations depuis le premier mandat de Narendra Modi. Sur les périodes 2012-2016/2017-2021, les achats d'armement russes ont diminué de 21% et cela même avant le conflit russo-ukrainien. Ce dernier a entraîné d'importants défauts de livraisons d'armes et de munitions de la part de la Russie. Les problèmes logistiques s'accumulent et l'armée de Vladimir Poutine réquisitionne la plupart des ressources militaires. Cette problématique a accéléré le processus de diversification de la provenance de leurs achats d'armement.

L'Inde s'est dirigée vers les États-Unis, Israël et la France pour assurer le bon approvisionnement de sa force militaire. Cependant, les armes occidentales sont plus chères et les pays comme la France ou les États-Unis ne sont pas enclins à partager leurs technologies. Contrairement à la Russie qui a grandement aidé l'Inde à moderniser son armée. Malgré une volonté affichée de se détacher de la dépendance russe, Moscou reste le principal fournisseur d'armes de l'Inde. 60% des systèmes de défense de l'armée indienne sont de fabrications russes. En août 2023, malgré les sanctions occidentales à l'encontre de la Russie, l'Inde s'est tout de même fait livrer son troisième système de défense anti-aérien S-400. Cette commande a été vivement critiquée par le congrès américain avant même le début de la guerre en Ukraine, la première commande d'S-400 datant de 2021.

50 appareils aériens (avions de combat, avions de transport, satellites, hélicoptères) et 170 000 membres. Cette force aérienne place l'Inde en quatrième position en termes de nombre d'appareils aériens, derrière les États-Unis, la Chine et la Russie. La plupart des appareils aériens sont de confection russe mais on retrouve également des avions français, américains, britanniques et israéliens.

Pour accompagner la modernisation de son armée, l'Inde souhaite également développer son complexe militaro-industriel. Plusieurs avions et hélicoptères indiens ont été construits par l'industrie indienne à l'instar du porte-avion Vikrant, le premier à être entièrement construit en Inde. New Delhi souhaite mettre en avant le *Made in India* avec pour objectif d'accélérer la nationalisation et la production d'armes dans la perspective d'atteindre 3 milliards de dollars d'exportation en 2025. Les exportations de pièces d'armement et de systèmes de défense indiens ont d'ailleurs considérablement augmenté ces dernières années, passant de 110 millions de dollars en 2014 à 1,7 milliards de dollars en 2022. Pour augmenter et améliorer la production d'armes en Inde, le gouvernement compte aussi sur les puissances étrangères. Le ministre de la défense indien, Rajnat Singh, a d'ailleurs profité du spectacle aérien Aero India en février 2023 pour inviter les industriels étrangers à venir installer leur production sur le territoire indien.

L'armée indienne a donc de nombreux défis à relever pour moderniser ses forces militaires et acquérir un outil de dissuasion équivalent à sa puissance et au rôle qu'elle revendique sur l'échiquier international.

LA STRATÉGIE INDIENNE EN INDO-PACIFIQUE

La « plus grande démocratie du monde » a depuis longtemps considéré l'océan Indien comme un pré carré, une zone qui se doit d'être sous son influence. Dans les faits, l'océan Indien reste un lac américain. Les États-Unis ont fait de la zone Indo-Pacifique une priorité depuis la stratégie de pivot vers l'Asie, opérée en 2011. La présence américaine s'est renforcée dans cette région du monde comme en témoigne la détention par les États-Unis d'une base stratégique sur l'île de Diego Garcia, en plein cœur de l'océan Indien. Si l'Inde aimerait exercer une influence plus importante dans cet océan par lequel transite environ 60% de ses importations en hydrocarbures, sa puissance maritime ne lui permet pas.

Cette zone est donc vitale pour l'Inde et elle se doit de contrer l'impérialisme chinois, sur terre comme sur mer. Sur terre, le gouvernement indien a refusé de rejoindre le projet des Nouvelles Routes de la Soie. Sur mer, la Chine souhaite mettre en place la stratégie du « collier de perle », terme utilisé par les américains et les indiens pour décrire le rachat et la construction d'infrastructures chinoises visant à relier les ports de Chine au détroit d'Ormuz et aux côtes d'Afrique orientale. L'Inde souhaite donc délier cet encerclement et la diplomatie indienne multiplie les alliances et coopérations avec des puissances étrangères. La diplomatie indienne œuvre également pour agrandir les BRICS afin d'éviter que la Chine ne domine complètement cette organisation de plus en plus importante dans la géopolitique internationale.

Elle a notamment rejoint le *Quadrilatéral Security Dialogue*. Le QSD (ou QUAD) est une coopération informelle regroupant les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde visant à contenir la montée en puissance de la Chine dans la zone Indo-Pacifique. Cette coopération veut défendre l'idée que l'Indo-Pacifique serait un espace libre et ouvert et respectueux du droit international. Si les principaux objectifs de cette alliance sont bien sécuritaires et stratégiques, New Delhi se veut pragmatique et met en avant le potentiel économique et commercial de cette coopération. C'est là tout le paradoxe de la relation sino-indienne car c'est bien la Chine qui est le premier partenaire commercial de l'Inde, tout en étant son principal rival régional. Le gouvernement indien, en mettant en avant les bénéfices commerciaux qu'il pourrait en tirer, veille à ne pas vexer le gouvernement chinois. L'Inde a également refusé de rejoindre l'AUKUS (acronyme de l'anglais *Australie United Kingdom United States*) pour ne pas perdre son autonomie stratégique si importante dans sa diplomatie.



Photo n°6: Les quatre dirigeants du QUAD (Australie, États-Unis, Japon, Inde) réunis en mai 2022
© USA Today

Pour contenir l'influence chinoise, l'Inde compte également sur la Russie. Même si Pékin et Moscou semblent se rapprocher depuis le conflit russo-ukrainien, New Delhi s'est également rapproché de la Russie. Le gouvernement indien a refusé de condamner l'agression russe à l'Organisation des Nations Unies malgré de nombreuses sollicitations des puissances occidentales. Encore une fois, le non-alignement (ou le multipartisme) est de rigueur.

En effet, l'Inde n'avait absolument aucun intérêt à condamner l'action de Vladimir Poutine en Ukraine. Cette condamnation aurait effectivement pu entraîner des tensions avec son principal partenaire en termes d'armement et de technologies militaires. Au lieu de ça, l'Inde a même su tirer profit du conflit en Europe. Les occidentaux n'ont plus le droit d'acheter des hydrocarbures russes suite aux sanctions économiques qui frappent la Russie. L'Inde a donc augmenté ses importations de pétrole en provenance de Russie pour profiter des prix au rabais et revendre le pétrole aux pays occidentaux en encaissant une marge. Selon l'entreprise de Data Intelligence Kpler, les importations de pétrole russe représentent maintenant 40 % des importations indiennes contre environ 1 % avant le début des sanctions occidentales. La Russie est désormais le principal fournisseur de pétrole de l'Inde, devant l'Irak et l'Arabie saoudite.

New Delhi se doit de montrer sa présence dans l'océan Indien pour affirmer son statut de puissance régionale. Pour ce faire, elle multiplie les coopérations. Tout d'abord, avec les États-Unis, les deux pays ont signé le *Communications Compatibility and Security Agreement* en 2018, traité qui vise à améliorer la communication entre Washington et New Delhi. Les réseaux d'informations indiens et américains seront maintenant plus accessibles aux deux partis. La France est également devenue un partenaire stratégique pour l'Inde, de par sa présence territoriale dans l'océan indien (La Réunion, Mayotte). Un accord de coopération militaire franco-indien a été signé en 2018 et l'aviation indienne peut grâce à ce traité, déployer ses avions depuis les bases françaises de La Réunion.

En 2021, le gouvernement indien a signé un contrat avec Dassault pour moderniser 49 avions Mirage 2000 et acquérir 24 avions d'occasion du même modèle et en juillet 2023, l'Inde a donné son accord de principe pour l'achat de 26 Rafale et 3 sous-marins Scorpène. La France est désormais le deuxième fournisseur d'armes à l'Inde, devant les États-Unis et derrière la Chine.

Malgré l'importance de ces partenariats stratégiques, des divergences d'intérêts sont assez fréquentes entre l'Inde et ses partenaires occidentaux ou asiatiques comme le Japon. Ces derniers concentrent leur attention sur la mer méridionale de Chine et le détroit de Malacca. Bien que cette zone soit aussi importante pour l'Inde, la priorité de cette dernière se porte dans l'océan Indien et le détroit d'Ormuz.

Par conséquent, l'Inde développe également une stratégie indépendamment des grandes puissances militaires. L'Inde a noué des partenariats avec Singapour et l'Indonésie qui lui donne accès aux ports de Changi (Singapour) et Sabang (Indonésie). L'armée indienne a également mis en place des systèmes de surveillance dans les îles Seychelles pour affirmer sa présence dans la partie occidentale de l'océan indien.

L'Inde a donc réussi à préserver son indépendance stratégique en restant fidèle à sa politique étrangère de non-alignement. Cette diplomatie indienne a permis au pays d'entretenir des relations économiques et/ou militaires avec les différentes grandes puissances sans pour autant s'engager dans des alliances trop contraignantes. Cependant, la montée en puissance de la Chine et l'état de l'armée indienne vont certainement obliger l'Inde à adapter sa politique étrangère et sécuritaire pour défendre efficacement ses intérêts économiques et sa souveraineté nationale.



D'un développement économique sans précédent à la montée en puissance de l'Inde dans le spatial : les nouveaux défis de ce colosse

RÉDIGÉ PAR ALEXANDRE DELATTRE



Image n°7: Bangalore, considérée comme la "Silicon Valley indienne" © Ajay Bhaskar/Shutterstock.com

Si la plupart des a priori sur l'Inde peuvent être considérés comme incorrects aujourd'hui comme la vision d'un système rural ayant bénéficié en partie des Révolutions vertes (en d'autres termes l'augmentation des rendements agricoles durant les années 1960 à 1980) successives parsemé d'industries textiles aux abords des villes à l'architecture coloniale entourées de bidonvilles, il convient toutefois de se pencher sur ce qu'est réellement l'Inde sur le plan économique.

L'INDE UN CARREFOUR ENTRE ORIENT ET OCCIDENT

Cinquième puissance économique mondiale avec un PIB totalisant 3530 milliards de dollars en 2022, sa croissance nominale est à 7 %, son chômage à 8.8 %, son inflation est à 4 % et sa balance commerciale est déficitaire à hauteur de 270 milliards de dollars, l'Inde fait partie des poids lourds économiques de sa région mais aussi vis-à-vis du reste du monde. Sa position centrale entre l'Europe, principale consommatrice de biens manufacturés et la Chine, principale productrice de biens manufacturés, la place au cœur des échanges économiques mondiaux entre Orient et Occident.

Longtemps axée sur une forme d'autarcie semblable au protectionnisme de List, afin de développer son industrie mais dans une moindre mesure afin de conserver les acquis de la révolution verte en protégeant ses petits producteurs agricoles dans les milieux ruraux, l'Inde (ou Bharat comme il semble en être désormais) n'a pas connu un développement similaire aux autres pays (notamment occidentaux).

Prenons un référentiel économique de base : Un pays X commence d'abord par une phase agricole vivrière et parfois d'exploitation minière, puis ce pays développe manufactures et usines afin d'accroître ses revenus via l'augmentation de ses échanges internationaux avant d'enfin se désindustrialiser pour se tourner vers un secteur tertiaire encore plus rentable comme la finance ou les services. Ce cas est connu, il s'assimile aux économies occidentales qui se sont développées de la sorte aux XIXe et XXe siècle. Dans le cas de l'Inde en revanche, le développement agricole a d'abord été une priorité car l'Inde s'avérait incapable en 1947 de subvenir à ses propres besoins alimentaires. Beaucoup d'experts prédisaient une catastrophe alimentaire qui mènerait à des disettes, des famines et enfin une réduction draconienne de la population de la toute jeune République.

Contre toute attente, l'Inde a déjoué ces pronostics en augmentant drastiquement ses rendements agricoles durant les années 60, permettant de répondre à la demande de sa population croissante et de devenir un producteur agricole de renom en exportant ses productions. Ce sont les deux révolutions vertes qui donneront à l'Inde l'autosuffisance alimentaire au début des années 2000.

Le constat de l'agriculture est toutefois à tempérer car il est fort à parier que l'Inde ne deviendra pas mastodonte des exportations agricoles comme le furent les États-Unis en leur temps. À l'instar de la Chine mais a contrario du Brésil ou de la Russie, l'Inde ne dispose pas d'un front pionnier permettant une extension des domaines agricoles, cette limite ayant été atteinte dès la fin des années 1950. Ainsi, New Delhi ne peut espérer qu'augmenter encore le rendement des terres déjà exploitées si une nouvelle Révolution verte devait un jour s'avérer nécessaire.

Selon les termes de Nehru qui disait « Tout peut attendre, sauf l'agriculture », l'Inde a donc réussi le défi de l'alimentation en produisant sur son sol ce qui était nécessaire à sa survie.

En ce qui concerne l'industrie, le développement rapide du secteur agricole a permis d'attirer une industrie chimique florissante afin de créer des engrais nécessaires au bon développement des rendements céréaliers. Des entreprises comme Cargill ou l'Union Carbide ont donc obtenu des contrats juteux avec le gouvernement indien afin d'implanter des sites de production de produits agricoles transformés ou d'engrais chimique. Ainsi, est constatable que le développement industriel s'est surtout axé autour des besoins du monde paysan en ce qui concerne la consommation d'engrais.

Enfin pour les services, les "hotlines" des pays anglophones ont explosé ces dernières années, permettant à l'Inde de devenir un centre nodal des télécommunications au sein même du monde anglo-saxon. L'essor de l'informatique permet donc à l'Inde de se poser en concurrent direct de la Chine qui se veut devenir le « bureau du monde ». Ce développement rapide permet également pour New Delhi d'avancer ses pions sur l'échiquier international. De nombreux postes haut placés au sein des entreprises de haute technologie américaines sont tenus par des indiens qui jouent un rôle de prestige important pour un pays désireux de s'imposer face aux jaggernauts américains ou japonais, habituellement plus implantés dans les nouvelles technologies.

Bien que l'Inde ait du retard, ce dernier s'amenuise et, de pays émergent, l'Inde n'en aura bientôt plus que le nom sur le plan économique.

L'ACCROISSEMENT DU DOMAINE SPATIAL

Avec la montée en puissance de l'Inde depuis son indépendance en 1947, le pays a souhaité s'aligner sur le niveau des superpuissances américaines et soviétiques. C'est dans ce contexte crispé de guerre froide entre les blocs que l'Inde a tiré son épingle du jeu en lançant un programme spatial en collaboration avec les soviétiques et la création de l'ISRO (en anglais : *Indian space research organisation*) créée en 1969 mais l'idée remonte au début de la décennie. En 1975, le premier satellite nommé Aryabhata est lancé avec l'aide de Moscou qui se rapproche de l'Inde afin de contrebalancer les États-Unis présents au Pakistan. De plus, New Delhi garantit en échange du lancement de ce satellite l'accès des ports indiens à la flotte civile soviétique afin de suivre leurs propres lancements depuis l'océan Indien.

Cependant, l'Inde avait des projets plus ambitieux que le lancement de satellites en orbite basse et il fut rapidement question de développer des lanceurs nationaux. Par conséquent du déclin, puis de l'effondrement de l'URSS dans les années 1980 et 1990, les Indiens se rapprochent de la NASA et déploient en parallèle leur premier lanceur en 1993, le PSLV (*Polar Satellite Launch Vehicle*) afin de réaliser des lancements en orbite basse. Ensuite, quelques années plus tard, vint le GSLV, le G signifiant Geosynchronous, modèle le plus puissant afin de réaliser des lancements en orbite géostationnaire (bien plus loin qu'en orbite basse donc).

Nonobstant, le fait que l'Inde ait réussi à développer son programme spatial avec des infrastructures en deçà de celles des américains, il est toutefois à noter que le pays concurrence sérieusement les puissances spatiales tout en coopérant avec elles. La France a, par exemple, fourni les moteurs du lanceur PSLV avec la société SNECMA.

La position de l'Inde sur le globe représente une place de choix pour les lancements spatiaux. Proche de l'équateur, les lancements sont facilités en matière de consommation de carburant, la Terre agissant comme une fronde afin de bénéficier de la vitesse de cette dernière.

De plus, l'existence de grands centres urbanisés aide à la concentration des efforts avec l'implantation d'infrastructures coûteuses comme des centres de recherche, des hangars d'assemblage ou encore des pas de tir afin de procéder aux lancements.

Ainsi depuis les dernières années, le secteur spatial bouge beaucoup et comme mentionné précédemment, l'Inde souhaite devenir un acteur majeur dans ce domaine et se prépare à la concurrence du secteur privé émergent en Europe et en Amérique, les Russes de retour depuis le coup d'arrêt dans les années 90 ou encore la Chine désireuse de suivre le même chemin et développant son programme vers des missions d'exploration au-delà de l'orbite basse.

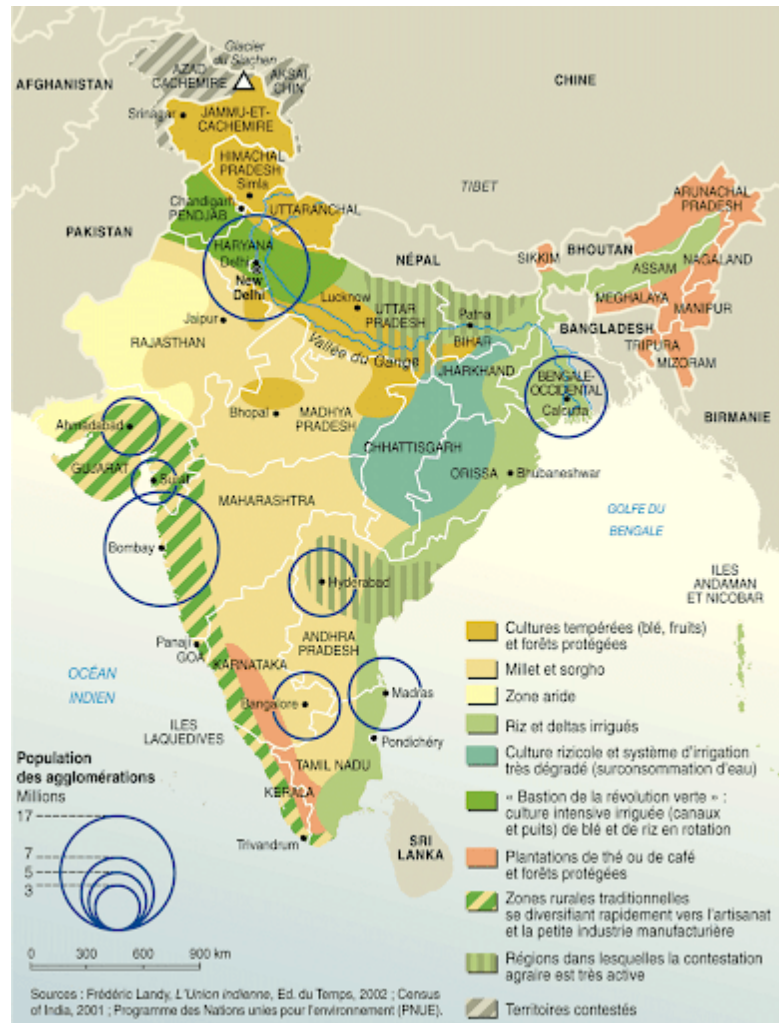
Afin de répondre à tout cela, l'Inde multiplie les annonces et les communications autour de son programme spatial. Bien que leur avant-dernière sonde en direction de la Lune, Chandrayaan 2, ait eu un dysfonctionnement ayant mené à l'échec de la mission, la persévérance paie et la dernière en date (3ème du nom), a décollé le 14 juillet dernier et est toujours en activité sur la surface sélénite. Rares sont les pays pouvant se targuer de maîtriser la technologie suffisante afin d'envoyer un module de presque 4 tonnes à plus de 300 000 kilomètres de son point de départ.

Au-delà de l'orbite de notre satellite, des annonces sont également faites par l'ISRO afin de pousser le programme encore plus loin. L'envoi de Mangalyaan, une sonde martienne lancée en 2013, a fait grand bruit au sein de la communauté scientifique internationale, surtout pour un succès réalisé dès le premier essai. Encore une fois, encore plus rares sont les pays capables de réaliser un tel exploit et maintenir un tel engin en état de fonctionnement jusqu'à l'année dernière !

UNE SPÉCIALISATION ÉCONOMIQUE PAR PROVINCE

Afin de nous repencher sur l'économie, nous aborderons ici la géographie et la répartition des moyens de production indiens sur son territoire national. Il sera inutile de préciser davantage dans cet article que l'économie indienne est inégalement répartie sur son territoire. Comme de nombreux pays, l'Inde est organisée autour de bassins de développement économique qui corréleront au développement de villes permettant la concentration de capitaux et la mise en place d'investissements afin de développer infrastructures et commodités pour une population croissante.

Dans le cas particulier indien, nous observons 2 axes : L'un Ouest-Est situé au Nord du pays de Delhi à Calcutta et un autre allant du Nord vers le Sud situé dans l'Ouest du pays allant de Mumbai à Bangalore.



Carte n°2: Culture, territoires et conflits © Frederic Landy

Autour de ces villes subsiste un monde rural très important. Produisant tout ce dont le pays a besoin en matière de céréales et autres produits agricoles, la position géographique jouant pour beaucoup dans le développement de ces exploitations. Ainsi le nord du pays, grâce à la plaine indo-gangétique et celle du Brahmapoutre, la production de céréales, de fruits, de thé et de café s'en trouve grandement aidée de par la fertilité des terres propices à ce genre de ressources. Plus au sud se trouve une région de culture rizicole. Le cœur du pays reste toutefois dominé par des plantations de millet et de sorgho alors que l'est constitue en remontant vers le nord, une zone de forts rendements, principaux bénéficiaires de la Révolution Verte mentionnée précédemment.

Dans les grandes villes, les services se sont grandement développés grâce aux politiques d'investissement publics. Les métropoles indiennes sont nombreuses et parsèment le territoire avec 15 municipalités dépassant les 2 millions d'habitants. Bien sûr les plus grandes villes comme Delhi, Mumbai ou Calcutta sont situées soit sur la côte, soit au carrefour de grandes routes commerciales historiques. On peut toutefois citer des villes comme Hyderabad et Bangalore qui, bien que prises dans les terres, sont des zones urbaines avec une démographie imposante ce qui évite un effet "diagonale du vide" similaire à la France.

La majorité des échanges sont faits par voie maritime, malgré la proximité directe avec la Chine. La frontière au nord est impraticable à cause de la présence de l'Himalaya et du Cachemire mais aussi avec la présence d'une forêt dense à l'est de la frontière. Ainsi les côtes de l'océan Indien représentent un littoral dynamique permettant à l'Inde de s'inscrire dans la globalisation des échanges internationaux.



L'essor du *soft power* indien à travers le monde cependant atténué par des troubles sociétaux internes.

RÉDIGÉ PAR LOUIS MORANÇAIS



Image n°8: Séances de yoga à la Cité de l'architecture et du patrimoine le 30 septembre 2023, soutenues par les deux agences diplomatiques franco indienne. © paris.fr

L'Inde, bien avant son indépendance en 1947, est d'abord un peuple millénaire dont les sociétés et langues sont multiples. Cette richesse se traduit par le besoin de définir ce qu'est la culture indienne ou plutôt des cultures indiennes. Dans un contexte géopolitique, la culture est l'un des piliers essentiels au rayonnement d'un pays dans le monde. Aucune grande puissance ne peut se défaire de sa culture, de la définition de ce qu'elle considère comme culture pour représenter sa puissance. À partir de deux études de cas, il sera possible d'établir un panorama de la diversité des leviers permettant à l'Inde de s'installer parmi les grandes puissances mondiales actuelles. Ainsi, dans un premier temps, il sera établi une analyse de la fonction du Ministère du Yoga comme outil de *soft power*. Dans un second temps, il serait intéressant de montrer de quelle manière l'industrie cinématographique de l'Inde est-elle motrice d'une économie en pleine expansion à l'intérieur et à l'extérieur de son territoire.

CONSTRUCTION ET INFLUENCE DU YOGA : OUTIL DIPLOMATIQUE AU SERVICE DU PAYS

Le yoga est une discipline singulière du pays. Il est difficile de véritablement déterminer de quand date la pratique. IL est possible de se référer à l'œuvre *Le yoga sutra de Patanjali* véritable texte fondateur du yoga. C'est un recueil de 195 sutras (Règles ou préceptes) comparables à vers ou d'aphorismes ou encore à des phrases brèves. Selon les dernières estimations cet ouvrage remonterait à la période entre -200 et -500 avant Jésus Christ. Le yoga remonte donc au moins à plusieurs siècles et que durant son imprégnation en Asie du Sud-Est, celui-ci a pris plusieurs formes qui composent les multiples pratiques des peuples vivant dans la région. En langue sanskrite (Langue indo-européenne, langue classique de la civilisation brahmanique de l'Inde) le mot yoga signifie atteler ensemble, joindre, unir. On compte plus de 50 formes de yoga, mais ce qu'il faut retenir c'est que la pratique est aussi variée que les peuples qui la pratiquent dans le pays.

On compte environ 300 millions de pratiquants dans tout le pays ce qui représente près d'1 personne sur 3. L'activité est largement répandue, que ce soit en extérieur ou à l'intérieur des habitations et on retrouve de multiples références à la pratique même du yoga dans les objets du quotidien. Celle-ci se manifeste par la représentation dans les bijoux, statuettes et toutes les formes de ce que l'on peut nommer de décoration intérieure. Parmi les références notoires, il est possible de penser à Lalla ou lalleshvari. Au XIX siècle elle fut une Yogi, femme qui dévoue sa vie au Yoga, de renom mais également une poétesse tantrique. Elle enseigne à travers le yoga, un culte d'inspiration hindouiste et bouddhiste, fondé sur une cosmologie dont l'énergie active est au cœur de ses inspirations. Elle privilégie parmi les rites constituant la pratique les cérémonies, répétitions de formules ésotériques et sacrement de Dieu hindou. Cette méthode est intéressante du point de vue de la stratégie communicative puisqu'elle permet de diffuser la pratique au-delà du pays à travers un système de relais. Des personnalités célèbres telles que l'acteur Richard Gere ont adopté par ailleurs cette pratique. En tant que *soft power* indien, le yoga a gagné une renommée internationale, devenant une pratique populaire dans de nombreux pays. Plusieurs facteurs contribuent à son succès en tant qu'instrument d'influence. Dans le domaine de la diplomatie culturelle : Le gouvernement indien a activement promu le yoga comme un moyen de renforcer les liens avec d'autres nations. Par exemple, la Journée Internationale du Yoga est célébrée chaque année à l'échelle mondiale avec plus de 10 000 personnes rien qu'à Paris. Dans l'industrie économique, le yoga comprend également des studios, des formations et des accessoires qui génèrent des revenus significatifs. En France le marché du yoga est dynamique. Il représente un chiffre d'affaires annuel de 420 millions d'euros, ainsi qu'une croissance annuelle de 10%. Cela favorise l'économie indienne et renforce son image en tant que leader dans ce domaine. En somme, le yoga en tant que *soft power* indien incarne une expression unique de la culture et de la spiritualité indienne qui transcende les frontières nationales. Il offre des bénéfices tangibles pour la santé et le bien-être, tout en créant des liens culturels et spirituels entre l'Inde et le reste du monde.

L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE AU SERVICE DU SOFT POWER DE L'INDE : BOLLYWOOD.

Le *soft power* indien s'exprime également à travers ses productions cinématographiques avec le développement de l'industrie du Bollywood. L'histoire du cinéma indien remonte le 7 juillet 1896 avec le cinéma muet. La salle de projection de l'hôtel Watson de Bombay diffuse alors les premiers courts métrages réalisés par les frères Lumières. Les premières créations indiennes se développent et voient ainsi les préludes d'une industrie cinématographique indienne s'y développer. L'un des piliers du genre est le photographe Hiralal Sen. Il filme des pièces de théâtre comme la pièce du professeur Stevenson *The flower of Persia* en 1898. Le développement du cinéma est aussi un levier de contestation du pouvoir colonial britannique. Le réalisateur indien et considéré comme le père du cinéma du pays, Dhundiraj Govind Phalke, partisan du courant nationaliste, prône la prise en main de l'économie indienne par les Indiens. Il y voit dans le cinéma le moyen d'inculquer au peuple les messages de contestations nécessaires au soulèvement du pouvoir en place. Cela doit passer par l'éducation et l'inculcation de valeurs et de messages contestataires. L'âge d'or du cinéma en noir et blanc permet de diffuser plus largement dans le pays les chansons traditionnelles et culturelles du pays. À partir de l'indépendance, les films sont pleins d'optimismes et porteurs de messages glorieux envers la nouvelle nation indienne. Le cinéma indien valorise dans ses productions le travail des agriculteurs, véritable pionnier dans la contestation contre l'empire britannique, mais aussi de l'industrialisation naissante du pays. Les acteurs principaux deviennent peu à peu romantiques et se détachent des carcans traditionnels et moraux de la société indienne. L'indépendance du pays, et donc la scission du Pakistan, voit alors apparaître dans les années 1950 un changement dans les représentations des populations. Les musulmans sont exclus du champ de la caméra et l'on privilégie les individus d'aspirations hindouistes à l'écran. Le film *Pather Panchali*, réalisé par Satyajit Ray, est l'une des premières créations cinématographiques à s'exporter à l'international avec un certain succès.

À travers ces deux exemples, nous avons pu voir comment l'Inde s'arme peu à peu culturellement pour s'imposer sur les grands enjeux contemporains. Avec un prisme singulier, le pays montre toute l'étendue de ses richesses et ses nombreux volets pour peser dans les relations internationales. Toutefois, le chemin reste encore long si le pays entend obtenir une place privilégiée avec ses concurrents occidentaux que sont l'Europe et en premier les États-Unis.



Conclusion

RÉDIGÉE PAR ZACCARI GUION FIRMIN

En conclusion, ce développement tend à mettre en lumière l'évolution complexe et fascinante de l'Inde sur la scène internationale, que ce soit sur le plan politique et géopolitique, économique ou encore du côté du soft power. Ces aspects interconnectés reflètent la manière dont l'Inde a façonné son identité nationale et sa place dans le monde depuis son indépendance en 1947.

D'un point de vue géopolitique, l'Inde s'est distinguée en adoptant une politique de non-alignement pendant la guerre froide, une période marquée par la rivalité entre les États-Unis et l'Union soviétique. Cette stratégie a permis à l'Inde de maintenir une certaine autonomie stratégique et de cultiver des relations à la fois avec l'est et l'ouest. Cependant, cette neutralité n'a pas été sans défis, car l'Inde a dû faire face à des conflits territoriaux avec ses voisins, en particulier le Pakistan et la Chine.

Sur le plan économique, l'Inde a traversé une transformation impressionnante au fil des décennies. L'accent initial sur le développement agricole pour répondre aux besoins alimentaires de sa population en croissance a connu un grand succès avec les révolutions vertes qui ont considérablement augmenté les rendements. Malgré de belles avancées, l'Inde a encore de grands défis à relever en termes d'alimentation car beaucoup d'Indiens souffrent encore d'insuffisance alimentaire.

En parallèle de cette révolution, l'industrie chimique s'est développée pour répondre aux besoins agricoles, tandis que le secteur des services, en particulier dans les domaines des télécommunications et de l'informatique, a pris de l'ampleur, propulsant l'Inde au rang de concurrent sérieux de la Chine dans le domaine des technologies de l'information.

En plus de ses avancées politiques et économiques, le pays a déployé une stratégie de soft power visant à renforcer son influence à l'échelle mondiale. Cependant, ces efforts sont parfois entravés par des troubles sociaux internes qui reflètent la complexité de la nation indienne.

Le ministère du yoga, en tant qu'outil diplomatique, illustre parfaitement la manière dont l'Inde promeut sa culture et sa philosophie à l'échelle internationale. Le yoga, une pratique millénaire originaire de l'Inde, a connu une popularité croissante dans le monde entier. L'Inde a créé ce ministère pour coordonner et promouvoir le yoga à l'étranger, renforçant ainsi sa réputation en tant que berceau de cette pratique. Le yoga est devenu un vecteur de soft power, attirant des millions de pratiquants dans le monde entier et favorisant une compréhension plus profonde de la culture indienne. Cependant, malgré ses succès, le *soft power* indien n'est pas à l'abri de controverses internes, car certaines formes de yoga sont soumises à des débats liés à l'appropriation culturelle et à la commercialisation excessive.

Nous avons pu voir une autre facette du soft power indien, qui est l'industrie cinématographique de Bollywood. Cette industrie, qui remonte à plus d'un siècle, a connu une croissance remarquable et s'est imposée comme une puissance mondiale dans le domaine du divertissement.

Les films indiens, avec leurs danses colorées, leurs chansons entraînantes et leurs histoires émotionnelles, ont conquis des millions de spectateurs à travers le monde. Bollywood a réussi à transcender les frontières culturelles et linguistiques, contribuant ainsi à la diffusion de la culture indienne sur la scène internationale. Cependant, l'industrie cinématographique indienne doit également faire face à des défis internes, tels que la représentation des minorités et des castes dans ses productions, ainsi que la commercialisation excessive de certaines tendances.

Enfin, la richesse culturelle de l'Inde, façonnée par des milliers d'années d'histoire et de diversité, constitue un atout majeur pour son rayonnement international. Les différentes cultures, langues, traditions religieuses et pratiques artistiques qui coexistent en Inde offrent une palette riche et variée. Cependant, ces différences culturelles peuvent également être source de tensions et de conflits internes, notamment en ce qui concerne les questions de diversité religieuse et de caste.

L'Inde, cinquième puissance économique mondiale, joue désormais un rôle majeur dans les échanges économiques internationaux en tant que pivot entre l'Europe et la Chine. Cependant, elle doit encore relever des défis tels que la modernisation de son armée et de sa force navale pour faire face aux enjeux géopolitiques émergents.

Étant donné les enjeux économiques et géopolitiques, les Indiens ne sont pour l'instant pas sanctionnés au sujet de leur politique intérieure mais la dérive de leur démocratie vers l'autoritarisme peut s'avérer dangereux pour la suite de leurs relations internationales. En Avril dernier, le Financial Time écrivait ceci : « Le déclin des libertés politiques sous Narendra Modi est tragique pour le pays et pour le monde. [...] L'Inde s'apprête à devenir le pays le plus peuplé. Son ambition d'être la plus grande démocratie s'estompe ». Durant la même période, The Guardian sortait un éditorial sur le même sujet : « Le Bharatiya Janata Party (BJP) de Narendra Modi [le Premier ministre] a affaibli les institutions censées garantir un État à la fois transparent et responsable. L'information est censurée, la société civile harcelée et les manifestations réprimées.»

Alors il est vrai que son histoire complexe, son engagement envers le non-alignement politique et son développement économique dynamique en font un acteur clé de la scène internationale. Le pays est appelé à jouer un rôle de plus en plus important dans la résolution des problèmes mondiaux du fait de son statut grandissant de puissance mondiale émergente. Toutefois, si la dérive démocratique continue de s'installer dans le pays, les grandes organisations mondiales et les gouvernements de l'Occident ne vont pas pouvoir fermer les yeux indéfiniment sur la situation, ce qui pourrait enrayer la machine indienne.

LE SOJA COMME SYMBOLE DE LA PUISSANCE BRÉSILIENNE : COMMENT LA LÉGUMINEUSE À-T-ELLE REMODELÉE LE PAYSAGE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DU PAYS ?

RÉDIGÉ PAR BRIAG VERRE



Image n°9 : Récolte de soja dans l'Etat du Mato Grosso, au Brésil. © Bloomberg

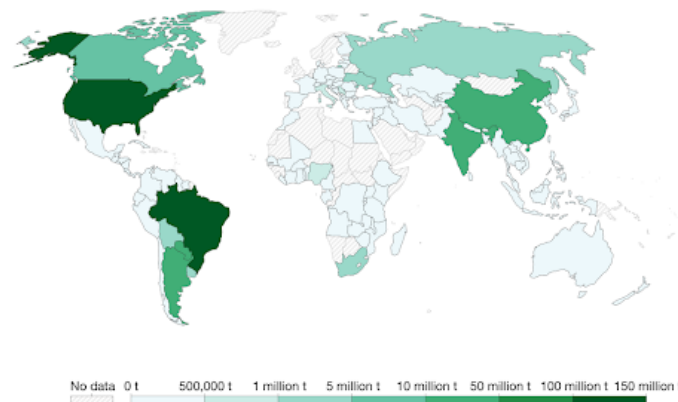
Aujourd'hui le premier producteur mondial de cette légumineuse originaire de Chine alors que rien ne l'y prédestinait, le Brésil a su profiter du réveil de la République populaire de Chine à partir de 1978 pour devenir une puissance agricole incontestée. Cet article a pour vocation à détailler succinctement la place du soja dans la représentation de la puissance brésilienne et son rôle dans la modification du paysage économique et politique de l'État.

REMISE EN CONTEXTE DE LA PRODUCTION BRÉSILIENNE DE SOJA

Jusqu'en 1973, les États-Unis sont les principaux producteurs de soja, représentant 75 % du marché mondial¹. Cependant, les mauvaises récoltes de l'année 1973-1974 poussent le gouvernement fédéral à décréter un embargo sur les exportations afin de limiter les pénuries.

Soybean production, 2021

Soybean production is measured in tonnes.



Source: Food and Agriculture Organization of the United Nations

OurWorldInData.org/agricultural-production - CC BY

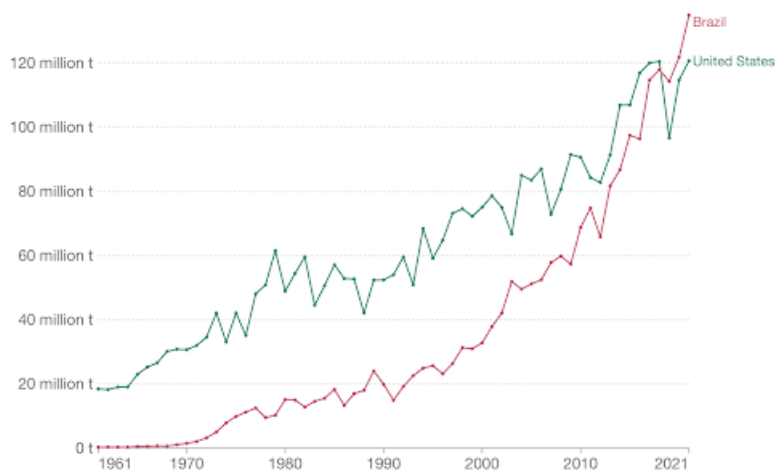
Carte n°3: Production de soja par pays en tonne (2021) © OurWorldInData

Dans le même temps, le gouvernement brésilien encourage la culture du soja afin de limiter les importations d'huile végétale qui, dans les années 1960, représentent la majeure partie des importations du pays. La mise en culture de cette légumineuse s'inscrit également dans une politique intérieure. Outre la stabilisation des prix et une relative sécurité alimentaire, le soutien à la mise en culture du soja a permis le peuplement du vaste hinterland brésilien et la stabilisation de territoires jusque-là méconnus.

¹ Jean-Pierre BERLAN, Jean-Pierre BERTRAND et Laurence LEBAS, Éléments sur le développement du "complexe soja" américain dans le monde, Tiers-Monde, vol. 17, n° 66, avril-juin 1976, p. 317.

La découverte et le développement d'une variété de soja résistante à la terre acide du Cerrado, diverses subventions étatiques pour les exploitants et un contexte international favorable aux exportations favorisent une croissance de l'ordre de 10 % par an entre 1970 et 1990 pour que le Brésil devienne, en 2021, le premier producteur mondial de soja devant les États-Unis.

Soybean production
Soybean production is measured in tonnes.



Source: Food and Agriculture Organization of the United Nations OurWorldInData.org/agricultural-production - CC BY

Graphique n°1: Production de soja des Etats-Unis (vert) et du Brésil (rouge) en tonne (2021) © OurWorldInData

LA LÉGUMINEUSE COMME FACTEUR DE MODIFICATION DU PAYSAGE ÉCONOMIQUE BRÉSILIEN

L'essor de la culture du soja dans les années 1970 fait évoluer le paysage économique du pays. Celle-ci entraîne une spécialisation de certaines régions brésiliennes telles que la région Sud, bien que la majeure partie de la production agricole ne migre dans la région Centre-Ouest du fait des innovations et d'une réduction du coût moyen de production. Par ailleurs, l'essor de la culture du soja et son poids sur l'économie brésilienne a renforcé les inégalités dans le secteur agricole : 90 % des exploitations agricoles font moins de 100 hectares alors les 10 % restants, les latifundia, représentent 80 % de l'ensemble des terres cultivées.

Néanmoins, l'agriculture extensive n'est pas sans avoir un impact sur l'écosystème et donc indirectement l'économie en elle-même. En effet, la culture du soja est, au Brésil, responsable d'une majeure partie de la déforestation de l'Amazonie qui a perdu près de 76 000 hectares en 2020, et ce, à l'unique profit du soja. Cette pratique n'est pas sans avoir un impact direct sur l'agriculture elle-même : la réduction des ressources en eau et la diminution de la fertilité des sols en sont les principaux exemples.

LE SOJA MODIFIE ÉGALEMENT LE PAYSAGE POLITIQUE BRÉSILIEN, LE RENDANT TOUJOURS INSTABLE :

Politiquement parlant, l'exploitation de la légumineuse est pour le Brésil un instrument géopolitique de choix qui lui permet notamment d'entretenir de bons rapports avec le géant Chinois, importateur de 80 % du soja brésilien et 71 % du soja produit mondialement. Premier partenaire commercial du Brésil, loin devant les États-Unis, la Chine représente pour Brasilia, 33 % de son commerce extérieur. Partenariat de plus en plus évident d'autant que Lula da Silva était dernièrement reçu en grande pompe par Xi Jinping qui souhaite avant tout maintenir une relation cordiale avec le Brésil qui, contrairement à la grande majorité des pays, conserve avec la Chine une balance commerciale excédentaire.

Si le soja redessine le paysage politique et économique brésilien depuis les années 1970, celui-ci ne reste qu'un simple producteur. Prix de vente fixé par les Américains, engrais allemands, les Occidentaux contrôlent la mise sur le marché du soja. Par ailleurs, la montée en puissance du secteur agricole chinois et le réchauffement climatique qui réduit le rendement agricole brésilien sont autant de défis à surmonter pour le premier producteur de cette légumineuse aux multiples utilisations.

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques :

BERLAN, J-P., BERTRAND, J-P. et LEBAS, L. (1976). Éléments sur le développement du "complexe soja" américain dans le monde, Tiers-Monde, vol. 17, n° 66, p. 317.

ache, E. (2015). Géopolitique des protéines. Revue internationale et stratégique, 97, 36-46.
<https://doi.org/10.3917/ris.097.0036>

Lubello, P. (2013). L'évolution récente de l'agriculture brésilienne : entre enjeu alimentaire et globalisation. Mondes en développement, 161, 107-128. <https://doi.org/10.3917/med.161.0107>

Sites web :

Hannah Ritchie and Max Roser (2021) - "Forests and Deforestation". Published online at OurWorldInData.org. Retrieved from: '<https://ourworldindata.org/forests-and-deforestation>'

L'ADHÉSION DE L'ARGENTINE AU SEIN DES BRICS : LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE UN MOYEN DE LUTTER CONTRE LA CRISE ÉCONOMIQUE ?

RÉDIGÉ PAR ANGÈLE CANAGUIER



Image n°10 : Le drapeau argentin aux côtés des drapeaux membres des BRICS. © unitedworldint.com

À partir du 1er janvier 2024, l'Argentine ainsi que l'Égypte, l'Arabie saoudite, l'Éthiopie, l'Iran, et les Émirats arabes unis, seront officiellement admis au sein des BRICS, acronyme désignant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, et l'Afrique du Sud. Annoncée le 22 août 2023, lors du XVe sommet des BRICS à Johannesburg, l'invitation de 6 nouveaux États marque un tournant dans l'histoire de l'organisation. L'union de ces 11 pays, vient renforcer l'importance économique du groupe, passant de 23 % du PIB mondial à environ 30 %, représentant désormais environ 46 % de la population mondiale. L'organisation s'étend géographiquement de manière plus équilibrée et vient consolider son influence au sein d'une économie mondiale multipolaire ainsi que dans la géopolitique mondiale.

LA PROMESSE D'UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE PROPULSÉ

Pour l'Argentine, rejoindre les BRICS permettra au pays d'améliorer sa condition économique, l'accès à de nouveaux marchés, et de s'imposer diplomatiquement sur la scène internationale.

L'État argentin possède la 3ème économie du continent sud-américain après le Brésil et le Mexique. Il est également actif dans la région, membre de la communauté économique du Marché Commun du Sud (MERCOSUR), de la Communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC), mais également de l'Union des Nations sud-américaines (UNASUR).

Intégrer les BRICS est en partie devenu possible grâce à l'appui du président brésilien Lula da Silva. Le Brésil est le premier partenaire économique de l'Argentine, 1ère destination d'export et second à l'import après la Chine¹. Malgré leur concurrence sur les marchés, ces deux pays sud-américains entretiennent « une alliance stratégique profonde et véritable », basée sur la paix et la démocratie (Bizzozero Revelez, 2015).

L'accès au cercle des BRICS offre une meilleure insertion au sein des plateformes de négociations commerciales, et de nouveaux investissements, créateurs d'emplois. D'autant plus qu'en juin 2023, l'Argentine a signé un accord de coopération avec la Chine concernant la promotion du projet chinois Belt and Road Initiative (BRI).

Les États des BRICS représentent à eux cinq, 30 % des exportations argentines. En tant que grande puissance agricole, avec $\frac{1}{3}$ de sa population travaillant dans ce secteur, l'Argentine est le premier pays producteur mondial de farine et d'huile de soja, il est aussi un important fournisseur de maïs, de blé, de viande, de minerais (lithium, argent, cuivre), de vin, et de ressources hydrocarbures et gazières. Par conséquent, il devient un partenaire majeur pour les membres des BRICS comme la Chine qui ont besoin de ressources premières.

UNE CRISE ÉCONOMIQUE SANS PRÉCÉDENT QUI PEINE À ÊTRE RÉSOLUE

Depuis la fin des années 1980, l'Argentine fait face à une crise économique qui se dégrade. Le pays connaît une période particulièrement difficile avec une inflation qui atteint les 115 % sur un an, et la valeur du peso argentin qui chute à 781 \$ARS pour 1 euro.² Ces facteurs ont pour conséquence d'accroître le taux de pauvreté, alors estimé à 40 % en 2022. Lourdemment endettée à hauteur de 114,8 milliards de dollars USD, l'Argentine se retrouve sous tutelle du Fonds Monétaire International (FMI), avec un prêt d'un montant de 44 milliards de dollars USD, qu'elle peine à rembourser. En tant que futur membre des BRICS, l'État argentin aura accès à la Nouvelle Banque de Développement (NBD), offrant de nouvelles opportunités d'investissements, ainsi qu'une alternative au dollar américain et au FMI. Ce dernier est critiqué pour avoir contribué à l'aggravation de la crise économique en Argentine en raison de sa mauvaise stratégie.

Une situation ambivalente est pourtant visible, où suite à cette crise économique, le caractère antisystème du candidat à la présidentielle, Javier Milei, a su séduire le peuple argentin, arrivant alors en tête avec 30 % des voix lors de la primaire. Les élections prévues pour le 22 octobre 2023, laissent penser que si les Argentins élisent Milei, le pays ne deviendra pas membre des BRICS.

Une situation ambivalente est pourtant visible, où suite à cette crise économique, le caractère antisystème du candidat à la présidentielle, Javier Milei, a su séduire le peuple argentin, arrivant alors en tête avec 30 % des voix lors de la primaire. Les élections prévues pour le 22 octobre 2023, laissent penser que si les Argentins élisent Milei, le pays ne deviendra pas membre des BRICS. En effet, l'ultralibéral a pour objectif de se rapprocher des États-Unis, souhaitant alors remplacer le peso par le dollar dans le but de mettre un terme à l'inflation. À l'inverse, si l'Argentine devient membre des BRICS, l'objectif pour ces pays est de dédollariser les transactions internationales, afin d'utiliser leur propre devise. En outre, la création d'une monnaie commune, encore au stade de projet, rendrait possible davantage d'indépendance vis-à-vis du dollar, et par extension pas de sanctions économiques imposées par les États-Unis.

TROUVER SA PLACE DANS UN MONDE MULTIPOLAIRE

L'État argentin adopte une politique étrangère de non-alignement face à la course hégémonique entre la Chine et les États-Unis, ainsi que pour la guerre en Ukraine. De cette manière, le pays a pu maintenir un bon équilibre dans ses relations, en s'assurant de bonnes relations avec la Chine et la Russie, sans pour autant se mettre à dos la première puissance mondiale. Le maintien d'une politique de non-ingérence, associé à une coopération focalisée sur le développement économique, a permis de convaincre les pays émergents de se détacher économiquement et politiquement des États-Unis et de l'Europe. Cependant, rejoindre les BRICS comprend le risque d'être assimilé comme anti-occidental. Parmi ses membres, certains sont considérés comme une menace pour les États-Unis, dont l'Iran qui fait partie des futurs membres. Le rapprochement économique entre les pays du Sud gagne de plus en plus d'influence à l'international, venant renverser l'ordre mondial établi pour devenir un monde multipolaire (Gouvea, R., Gutierrez, M., 2023).

BIBLIOGRAPHIE

Revues scientifiques :

Bizzozero Revelez, L. (2015). *Perceptions argentines des projections brésiliennes: Regards ambigus*. Outre-Terre, 43, 267-271. <https://doi.org/10.3917/oute1.043.0267>

Gouvea, R., Gutierrez, M., (2023) "BRICS Plus": A New Global Economic Paradigm in the Making? Modern Economy, Vol.14 No.5, May 2023. DOI : [10.4236/me.2023.145029](https://doi.org/10.4236/me.2023.145029)

Lo Vuolo, R. (2007). *Argentine : les leçons de la sortie de crise*. Revue Tiers Monde, 189, 13-34. <https://doi.org/10.3917/rtm.189.0013>

Sansberro, C. (2023) « RELANCER L'ALLIANCE STRATÉGIQUE ENTRE L'ARGENTINE ET LE BRÉSIL ». IRIS, Observatoire électoral de l'Amérique latine. https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2023/02/OBS_AL_Br%C3%A9sil-Argentine_F%C3%A9vrier-2023.pdf

Articles de presse :

Brics : tout comprendre sur l'Argentine, une économie émergente étranglée par l'inflation (2023, 24 août) La Tribune. <https://www.latribune.fr/economie/international/l-argentine-une-economie-emergente-etrangee-par-l-inflation-en-5-questions-973645.html>

Fuertes, G. (2023) *Argentina entró a los BRICS: un camino para romper la dependencia del dólar en su comercio exterior*. Tiempo Argentino <https://www.tiempoar.com.ar/politica/argentina-brics/>

Giuliano, P. (2023) *Lula a favor de la Argentina en los BRICS y contra el crédito "electoral" del FMI a Macri*. Telam digital. <https://www.telam.com.ar/notas/202308/637769-lula-argentina-brics.html>

Qu'est-ce que le groupe des BRICS et quels sont ses objectifs ? (2023, 21 août) BBC News Afrique <https://www.bbc.com/afrique/articles/clk1gy1dnn1o>

Zemmouche, F. (2023) *Pourquoi l'Argentine rejoint les BRICS, une conversation avec la Secrétaire d'État Cecilia Nicolini*. Le Grand Continent. <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/09/04/pourquoi-largentine-rejoint-les-brics-une-conversation-avec-la-secretaire-detat-cecilia-nicolini/>



L'EXPLORATION SPATIALE SOUMISE AUX DÉFIS DE SON PROPRE SUCCÈS



RÉDIGÉ PAR NICOLAS POUSSIN

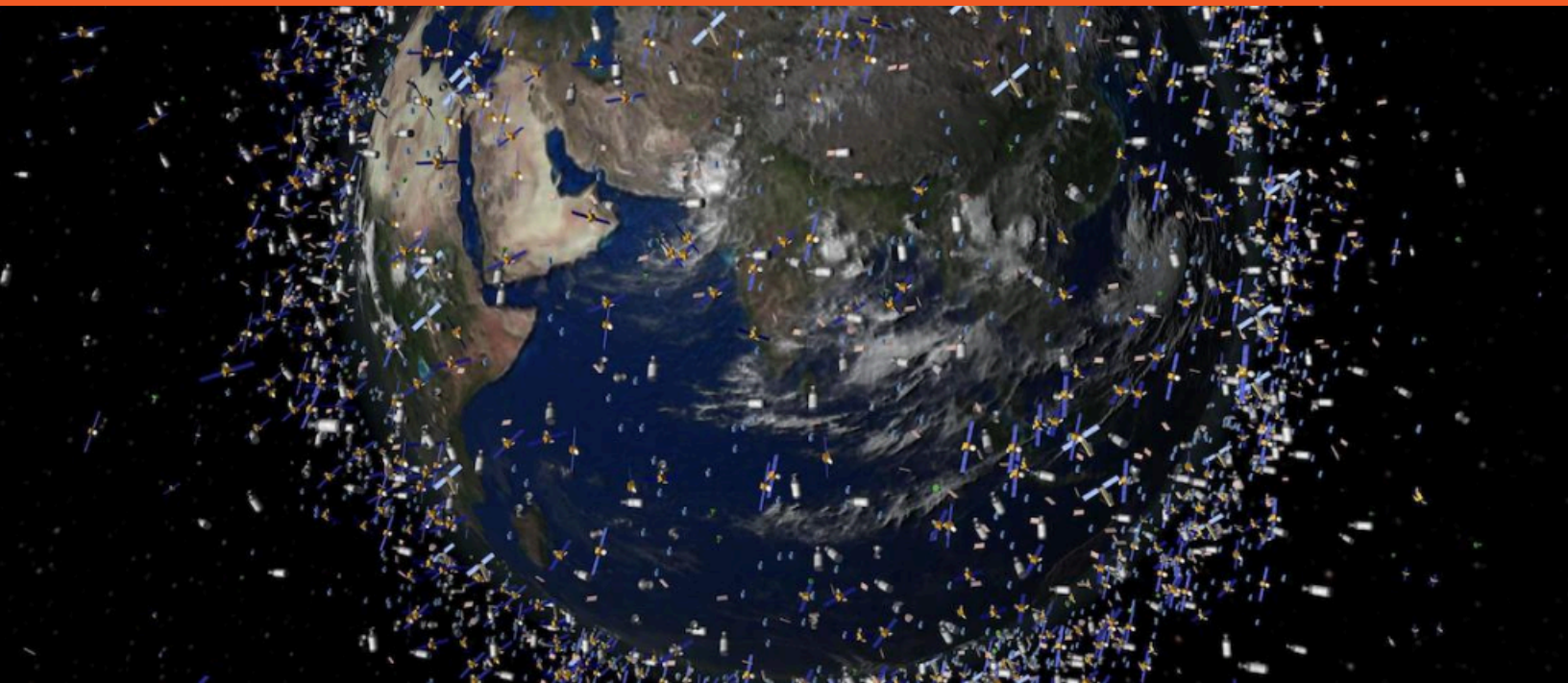


Image n°11: modélisation des déchets spatiaux (2009) © La Presse Canadienne

« L'autre monde » a toujours attiré les regards et les esprits. Depuis des décennies, le secteur spatial est stimulé par les innovations. D'abord développé dans un cadre de confrontation politique et technologique, l'économie prend le pas et s'affirme comme vecteur de croissance. En réalité, on observe un *Old Space* qui perdure mais en cohabitation avec un *New Space* de plus en plus envahissant.

L'investissement européen dans les *space startups* tente de s'aligner sur les capacités financières d'autres Puissances comme les États-Unis ou même la Chine. Cet effort d'investissement a connu une augmentation de 65 % (+398 millions €) en 2022 par rapport à 2021. Cette croissance du secteur est tangible et s'accroît ces dernières années, montrant l'éveil du spatial européen à travers un écosystème de *space startups* de plus en plus complexe et compétent.¹ Cependant, ce *New Space* n'échappe pas à une polarisation et une politisation, qui, par ailleurs, se sont renforcées à travers le conflit en Ukraine. Les impacts sur le secteur spatial européen sont nombreux et ces diverses implications posent la question de nouvelles ambitions d'autonomie stratégique européenne en matière spatiale.

Cette hyperactivité du secteur spatial montre aussi les nombreuses limites auxquelles il doit faire face. Qu'en est-il alors de ces défis particuliers ?

LA RÉGULATION DE L'ESPACE, L'ENJEU NUMÉRO UN

En 2022, on constate une augmentation de 28 % des lancements effectués par rapport à 2021. Cela représente 2491 satellites lancés (+35% par rapport à 2021). Parmi les lancements qui ont marqué 2022, on retrouve le lancement d'Artemis I,² les lancements chinois pour assembler la station spatiale Tiangong, le lancement des satellites européens Meteosat de 3ème génération et du satellite Eutelsat Konnect VHTS, les premiers satellites de pays africains lancés, ainsi que les satellites OneWeb lancés avec l'ISRO.³ Que constate-t-on ? Non seulement le *New Space* a apporté de nouveaux acteurs du secteur privé, mais on remarque aussi un accès amélioré à l'espace via d'autres grandes Puissances spatiales comme l'Inde, ou des Puissances intermédiaires voire mineures dans le secteur.

1 Space venture Europe 2022.

2 Phase 1 du programme international Artemis sous l'égide de la NASA, renforcé par les accords Artemis. La France a rejoint le programme en 2022.

3 ESPI, Yearbook 2022.

En réalité, plus de la moitié des satellites artificiels en orbite appartiennent à différentes constellations, qu'il s'agisse des télécommunications, de l'observation de la Terre ou de la navigation. Cette croissance rapide pose de nombreux et sérieux défis : encombrement orbital, concurrence intense entre les acteurs du secteur et accès aux services de lancement sont de vraies difficultés à surmonter. Dans le cadre européen, ce défi de sur-présence matérielle dans l'espace pose en réalité des difficultés immédiates notamment pour le lancement du programme de deuxième génération de Galiléo avec le remplacement de sa constellation qui doit débiter dès 2024. Le programme de renouvellement de Copernicus est lui en étude de faisabilité, dont la surpopulation spatiale interroge sur le déploiement potentiel. Ce défi amène l'Union européenne à concevoir une stratégie de STM (*Strategic Space Management*) capable de s'adapter aux autres dispositifs nationaux et internationaux. L'ambition de cette disposition est à corréliser avec les projets des Nations Unies via l'UNOOSA (*United Nations Office for Outer Space Affairs*) et l'UNIDIR (*United Nations Institute for Disarmament Research*) qui cherchent eux aussi à aller dans ce sens. De fait, l'Union européenne est la première puissance spatiale à consacrer une part de ses efforts à répondre à cette nécessité évidente. Bien que la question des débris spatiaux soit inconnue du grand public, la question est si sérieuse, qu'en 2022 plusieurs pays ont procédé à des mises à jour majeures de leurs politiques spatiales nationales. Cela concerne en particulier le Pays de Galles, le Luxembourg, la Lituanie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Slovaquie. Des nations extra-européennes ont aussi adopté de nouvelles mesures comme la Corée du Sud, la Chine, les États-Unis, le Canada.⁴

LE CAS D'ASTROCALE, LA DYNAMIQUE DU GREEN & CLEAN SPACE

À l'époque de la création d'Astroscale, en 2013, personne n'imagine l'opportunité de marché autour d'une approche plus environnementale de l'espace. L'entrepreneur japonais Nobu Okada, décide d'y porter une grande conviction et crée une entreprise destinée à participer au nettoyage des débris spatiaux.

Moins de dix ans plus tard, la startup Astroscale a réussi à s'imposer comme un acteur de pointe sur la question des débris et à convaincre de la possibilité d'un marché du nettoyage de l'espace. Astroscale est aujourd'hui la première entreprise privée d'*Active Debris Removal* et l'une des entreprises spatiales la plus financée au Japon. Elle est devenue un acteur central dans la question des débris, grâce à la création de liens institutionnels forts et à son implantation internationale. Avec son concept, son approche consiste essentiellement au retrait de débris, mais s'appuie également sur le prolongement de la durée de vie ou le service en orbite. Jusqu'à présent, aucune démonstration en orbite n'a été menée par Astroscale. Malgré tout, les derniers accords faits par l'entreprise laissent présager le démarrage de ses programmes d'ici quelques années. L'agence d'exploration aérospatiale japonaise JAXA est notamment concernée afin de travailler sur le cas de quelques satellites artificiels en particulier.

Cette entreprise japonaise a stimulé l'intérêt d'autres entrepreneurs. La jeune pousse française Dark, conçoit actuellement un dispositif robotisé au sein d'un module pour capturer et détruire les objets dans l'atmosphère terrestre. Pour ce faire, Dark a imaginé l'engin et son installation suivant le mode d'emploi suivant : « En installant un mini-lanceur sur un avion de ligne modifié. L'appareil décolle d'un aéroport, une petite fusée amarrée à la carlingue, pour la larguer à haute altitude : elle allume alors ses moteurs pour rejoindre l'espace. Le premier vol d'essai est prévu en 2028. En juin, Dark a signé un contrat avec le Centre national d'études spatiales (Cnes) pour simuler une mission de retrait en urgence. »⁵

CYBERSÉCURITÉ SPATIALE ET STATIONS SPATIALES PRIVÉES : LA NOUVELLE DONNE

Ces dernières années, de nombreux cas ont démontré la cyber vulnérabilité des objets spatiaux. La numérisation grandissante des constellations satellitaires et du secteur économique du spatial augmente les facteurs de risques et d'intrusions dans les systèmes. Cette intégration graduelle de l'espace dans l'infrastructure numérique terrestre, notamment avec les nouveaux systèmes de diffusion par satellite d'internet à haut débit, dans un contexte de tensions croissantes à la fois dans le cyberspace et dans l'espace extra-atmosphérique, amènent une architecture globale d'insécurité numérique.

⁴ ESPI, Yearbook 2022, p 12-15.

⁵ La Tribune avec AFP, 20 septembre 2023.

Cette menace a permis l'émergence de solutions à proposer quant à la mise en place d'une cybersécurité spatiale sur mesure suivant les systèmes. « L'année 2022 a vu une augmentation significative des cyberattaques contre les systèmes spatiaux suite à l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022, qui a commencé par une cyberattaque contre le réseau de satellites KA-SAT GEO de ViaSat, utilisé par l'armée ukrainienne. »⁶

La dernière « mode de la course à l'espace » qui repose sur le développement d'un « tourisme spatial » - et qui n'en est en réalité pas un – a amené une nouvelle lubie des entrepreneurs : construire des stations spatiales. La NASA a accordé des contrats de développement à trois projets de construction de stations spatiales privées en 2021. Elles sont destinées à être construites pour être utilisées à la fois par des clients intérieurs et extérieurs de la NASA afin de garantir un éventail plus large des cas d'utilisation commerciale et scientifique. On retrouve Starlab initié par les entreprises Voyager Space, Nanoracks et Lockheed Martin. Blue Origin qui a annoncé un partenariat avec le studio de cinéma Centerboro Productions. Axiom Space avec la société britannique Space Entertainment Enterprise pour construire le premier studio de cinéma au monde dans l'espace. Le module SEE-1, devrait être lancé en 2024 et sera utilisé pour le tournage d'un film mettant en scène l'acteur américain Tom Cruise.

MÉCANISMES EXISTANTS DE RÉGULATION

La radio-régulation et l'allocation des fréquences fait partie de cet ensemble codifié. Le spectre des fréquences radio est essentiel à toutes les télécommunications. L'attribution des fréquences est régie par le Règlement des radiocommunications du traité international adopté par l'Union internationale des télécommunications (UIT). Les régimes de contrôle des exportations répondent aux intérêts stratégiques nationaux ainsi qu'aux engagements internationaux pris et adoptés en matière de non-prolifération des armes de destruction massive et s'appliquent à la fois aux armements et aux biens à double usage. Les technologies spatiales entrent quant à elles dans cette seconde catégorie de biens et technologies à double usage. La réglementation des contrôles à l'exportation commence au niveau international et est mise en œuvre par une réglementation nationale. De fait, le niveau réglementaire international est un échelon essentiel de régulation.

Le secteur spatial est dans les faits soumis à diverses mesures réglementaires à ce niveau. Le contrôle des exportations d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage (WA), le régime de contrôle de la technologie des missiles (MTCR), le code de conduite international contre la prolifération des missiles balistiques (code de conduite de La Haye, HCOC) et la résolution 1540 des Nations unies ont jeté les bases de la réglementation du contrôle des exportations de technologies et d'objets spatiaux. L'Arrangement de Wassenaar sert de forum de coordination des politiques nationales en matière de contrôle des exportations et d'échange d'informations.

En Europe, le secteur spatial se fait réguler en partie par le régime européen de contrôle des exportations. Le régime actuel est prévu par le règlement 1334/2000, refondu par le règlement 428/2000. Le régime vise à harmoniser davantage les pratiques des États membres en matière de contrôle des exportations tout en veillant à ce qu'ils respectent leurs obligations internationales. Les caractéristiques majeures tournent autour de l'introduction d'une autorisation générale communautaire de contrôle des exportations et de ses conditions avec une AGNE (autorisation générale nationale de contrôle des exportations), d'une dépendance à l'égard des autorités nationales pour la mise en œuvre du régime, de la possibilité d'exiger une autorisation intracommunautaire dans certains cas.

UNE « POPULATION ORBITALE » INCONTRÔLÉE ET INCONTRÔLABLE

La surpopulation orbitale est l'un des défis les plus importants et complexes de l'humanité. Le risque de collision en orbite a changé d'ordre de grandeur. Il ne concerne plus des problèmes de sécurités atmosphériques mais des risques commerciaux sans précédents, avec des dégâts sur des satellites actifs nécessaires dans notre vie de tous les jours. Il existe une graduation des risques orbitaux en fonction des éléments artificiels dits « débris spatiaux ». Une collision entre un petit débris (roche ou résidus d'origine terrestre) et un satellite actif peut entraîner la perte de celui-ci. L'ESPI a rapporté des études internationales montrant qu'aujourd'hui la première cause d'inopérabilité des satellites concerne les débris spatiaux. Puis, nous retrouvons les gros débris en général détectables depuis la surface.

6 ESPI, Yearbook 2022. [KA-SAT Network cyber attack overview - Viasat](#)

Par des dispositifs intégrés dans les satellites, il est possible d'éviter la collision en modifiant légèrement la trajectoire. Cependant, cela concerne trop peu de satellites en orbite. Cette situation préoccupante porte même un nom : le syndrome de Kessler.

Au-delà de la réaction en chaîne des impacts, la prolifération des moyens spatiaux fait craindre la menace des rivalités entre Puissances ou acteurs privés désireux de préserver leurs intérêts ou d'étendre leurs positions. « Les menaces sur les capacités spatiales militaires, qu'il s'agisse de cyberattaques ou de tirs d'armes antisatellites, sont particulièrement à redouter. La neutralisation, la prise de contrôle ou la destruction d'un satellite à usage militaire serait de nature à priver une puissance d'une partie de ses moyens de communication, de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et, *in fine*, à compromettre sa sécurité et sa défense nationale.⁷ » Ici, on entre dans le domaine de la guerre spatiale, qui, quand on l'étudie en profondeur, existe déjà sous une certaine forme. Des manœuvres satellites russes d'approche serrée ou de rencontre de cibles en orbite basse et géostationnaire, et les progrès réalisés par la Chine pour l'accès et la maîtrise de l'espace sont clairement perçus par les États-Unis comme une menace de guerre spatiale.

L'arsenalisation de l'orbite terrestre envisage clairement une option offensive. Sur le plan légal, le Traité de l'espace, entré en vigueur en 1967, interdit la mise en orbite d'armes nucléaires ou de destruction massive. En revanche, le placement d'armes antisatellites est rendu possible, dès lors qu'il s'agit d'armes conventionnelles. De fait, le droit international de l'espace est très incomplet en dépit des dispositions interétatiques et malgré les propos d'experts ou commentateurs qui affirment une vision optimiste de ce droit.

La présence humaine dans l'espace, notamment matérielle, est plus que nécessaire pour répondre aux besoins grandissant d'une population toujours plus connectée. Cependant, la non-prévoyance de la surpopulation dans l'espace, qui fut l'adage du passé, devient aujourd'hui sensiblement problématique et difficile à résoudre. De plus, les tensions internationales sur terre font craindre une extension des conflits dans l'espace, amenant le prisme d'une guerre spatiale qui existe déjà dans les faits.

7 ESPI Yearbook 2021. Fauvaud, 2018

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques :

Denis, G., Alary, D., Pasco, X., Pistolet, N., Texier, D. & Toulza, S. (2020). From new space to big space: How commercial space dream is becoming reality. *Acta Astronautica*, 166, 431-443, <https://doi.org/10.1016/j.actaastro.2019.08.031>

Rottner, R., Sage, A. & Ventresca, M. (2021). From Old / New Space to Smart Space: changing ecosystems of space innovation. *Entreprises et histoire*, 102, 99-119. <https://doi-org.ezproxy.univ-catholille.fr/10.3917/eh.102.0099>

Pasco, X. (2019). L'espace extra-atmosphérique : un espace commun en voie de privatisation ? *Stratégie*, 123, 215-223. <https://doi-org.ezproxy.univ-catholille.fr/10.3917/strat.123.0215>

Saint-Martin, A. (2016). Du big sky à l'espace pollué : l'effet boomerang des débris spatiaux. *Mouvements*, 87, 36-47. <https://doi-org.ezproxy.univ-catholille.fr/10.3917/mouv.087.0036>

Verschuuren, P. (2011). Géopolitique spatiale : vers une course à l'espace multipolaire ? *Revue internationale et stratégique*, 84, 40-49. <https://doi-org.ezproxy.univ-catholille.fr/10.3917/ris.084.0040>

Article de Presse :

Verdo, Y. (6 août 2019), 6 octobre 1995 L'homme découvre la première exoplanète, Les Echos, consulté le 28 juin 2023, <https://www.lesechos.fr/2016/08/6-octobre-1995-lhomme-decouvre-la-premiere-exoplanete-1112140>

Rapports de recherche :

Aranzamendi, M.S. (2011). Economic and Policy Aspects of Space Regulations in Europe. Part 2: Space Related Regulations – On track for Space Technologies and Space Based Services. European Space Policy (ESPI), report 36.

Bordacchini, G. & Burger, E. (2018). Space Policies, Issues and Trends in 2017-2018. European Space Policy Institute (ESPI), report 65.

Di Pippo, S. & Hedman, N. (Dir.) (2021). Annual Report. United Nations, Office for Outer Space Affairs. ST/SPACE/80

Hedman, N. (Dir.) (2022). Annual Report. United Nations, Office for Outer Space Affairs. ST/SPACE/81

(2022). Space policies, issues, and trends. European Space Policy Institute (ESPI). Yearbook.

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Ouvrages :

Malhotra, I. (2009). Bharatiya Soft Power: A Mosaic. Knowledge World

Nye, J. (2004). Soft Power: The Means to Success in World Politics. PublicAffairs.

Panda, J. (2012). India's Soft Power: A Global Strategic Asset. Knowledge World.

Revues scientifiques :

Assari, K. (2022). L'Inde et les systèmes de sécurité collective dans la zone indo-pacifique. Revue Défense Nationale, HS 2, 60-68.

Blanchemaison, M. (2021). L'inde : une politique étrangère à nulle autre pareille. French Academic Network On Asian Studies.

Chaudhuri, Rudra. (2006). Forces for Good? The Role of Indian Diaspora in Building India's Soft Power. India Review, 5(3), 173-195

Dalage, O. (2022, 1er novembre) LES ENJEUX DE SÉCURITE DE L'INDE EN ASIE DU SUD. Olivier DA LAGE. (s. d.). <https://geopoweb.fr/?LES-ENJEUX-DE-SECURITE-DE-L-INDE-EN-ASIE-DU-SUD-Olivier-DA-LAGE>

Keller, L. (2023, 6 juillet). Inde-USA ou l'invention du PACS en diplomatie - revue politique et parlementaire. Revue Politique et Parlementaire. <https://www.revuepolitique.fr/inde-usa-ou-linvention-du-pacs-en-diplomatie-2/>

Vidéographie :

ARTE. (2020, 7 octobre). Inde vs Pakistan | Stories of Conflict, Le Monde en 5 min Chrono | ARTE [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=V1ZkaOCR4AQ>

Terra Bellum. (2023b, juin 10). COMMENT L'INDE VEUT VAINCRE LA CHINE ? [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=0nZFSGNn0pE>

Terra Bellum. (2023a, mars 25). Inde vs Chine - l'Inde peut-elle survivre ? [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=GKGpQ20wOVk>

Pascal Boniface. (2023, 23 mars). L'Inde, un géant en affirmation ? | Expliquez-moi. . . [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=ZiBpygyOAJA>

Le Monde. (2019, août 12). Cachemire : aux origines des tensions entre l'Inde et le Pakistan [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=oW9Y9GBOc5s>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Sitographie :

Direction Générale du Trésor ; Inde : Secteurs d'activité et fiches thématiques ;
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/secteurs-d-activite-et-fiches-thematiques>

F. Durand-Dastès (2015) ; Les hautes densités démographiques de l'Inde ; <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/le-monde-indien-populations-et-espaces/articles-scientifiques/les-hautes-densites-demographiques-de-linde>

F. Landy, B. Manier (2022) ; Agriculture et changements globaux : la contre-révolution verte en Inde ;
<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/veille/liens/agriculture-et-changements-globaux-la-contre-revolution-verte-en-inde>

Investir. (2011, 29 juillet). Thales - le contrat des Mirage de bon augure en Inde. Investir.
<https://investir.lesechos.fr/marches-indices/economie-politique/thales-le-contrat-des-mirage-de-bon-augure-en-inde-1758082>

L. de Catheu (2021) ; Digital India : le numérique comme levier de développement et domaine souverain ;
<https://legrandcontinent.eu/fr/2021/11/08/digital-india-le-numerique-comme-levier-de-developpement-et-domaine-souverain/>

Miqbal. (2023). India's geopolitical rise in context : regional implications. Atlantic Council.
<https://www.atlanticcouncil.org/blogs/southasiasource/indias-geopolitical-rise-in-context-regional-implications/>

Mason, S. (2021, 27 octobre). India is not sitting on the geopolitical fence - war on the rocks. War on the Rocks.
<https://warontherocks.com/2021/10/india-is-not-sitting-on-the-geopolitical-fence/>

R. Decourt (2013) ; La sonde indienne Mangalyaan enfin en route vers Mars ; <https://www.futura-sciences.com/sciences/actualites/astronautique-sonde-indienne-mangalyaan-enfin-route-vers-mars-50692/>

Suisse, R. T. (2022, août 15). Inde et Pakistan, 75 ans de relations conflictuelles après une scission historique. rts.ch.
<https://www.rts.ch/info/monde/13307085-inde-et-pakistan-75-ans-de-relations-conflictuelles-apres-une-scission-historique.html>

S. Clark (2016) ; India's PSLV blasts off with 20 satellites ; <https://spaceflightnow.com/2016/06/22/pslv-c34/>

Today, E. L. U. (2022, 24 mai). What is the « Quad » ? Joe Biden to meet with informal strategic alliance. USA TODAY. <https://eu.usatoday.com/story/news/politics/2022/05/22/what-quad-informal-alliance-why-it-matter/9870590002/>

V. Doumerc (2021) ; Les bases spatiales dans le monde : les interfaces Terre-espace ; <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/articles/bases-spatiales>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Rapport gouvernemental :

CFR Editors. (2017, 6 février). The new geopolitics of China, India, and Pakistan. Council on Foreign Relations.
<https://www.cfr.org/project/new-geopolitics-china-india-and-pakistan>

Remerciements

Le bureau rapproché de l'A.M.R.I. (2021-2022), composé d'Harmony Delhalle, Maëwenn Leboulanger, Fazia Khennouche et Alexandre Toutain, étant à l'initiative du projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel (2022-2023), composé de la présidente Camille Decise, du vice-président Mattéo Mevellec, du trésorier Axel Pinel et de la secrétaire Pauline Moreel pour son soutien dans la maintien et l'évolution de cette revue.

Cette revue a été créée de toutes pièces par des étudiants motivés et engagés pour produire un travail de qualité. À travers cette page nous citons toute ces personnes et leurs rôle dans ce projet.

En premier lieu viennent les rédacteurs des articles qui ont fait de leur mieux pour produire des articles scientifiques traitant de sujets aussi divers qu'intéressants : Léa Beauchemin, Sarah Kouarta, Zaccari Guion Firmin, Robin Yah, Alexandre Delattre, Louis Morançais, Briag Verre, Angèle Canaguier et Nicolas Poussin.

Leurs articles ont été suivis, corrigés et relus avec le plus grand soin par l'équipe de rédacteurs de la revue précédente revue ainsi que par Juliette Gribovalle et Lilie Lenoir, rédactrices en chef.

Enfin, tout le travail de mise en forme de la revue a été effectué par Maïna Proust.

Nous remercions également le responsable du pôle culture Théo Banse pour son engagement et sa disponibilité.

Nous tenons enfin à remercier Juliette Salez, responsable communication de l'A.M.R.I. pour son aide au partage de la revue sur tous les réseaux dont l'association dispose et à travers les murs de l'Université via un QR code.

La petite structure de la revue a nécessité un engagement important et répété de toute l'équipe, qui a témoignée à de nombreuses reprises de son implication et de sa volonté à parfaire le travail.

Ainsi nous tenons à remercier tout le monde pour tout le travail effectué au cours de ce mois et nous espérons, chers lecteurs, vous retrouver lors de nos prochaines éditions !

Rédactrices en chef

JULIETTE GRIBOVALLE ET LILIE LENOIR